

Tony Kanku Shiku reçoit la société civile de Masimanimba



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1604 | VENDREDI 22 MARS 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Ex-ministre, il est jugé à la Cassation



Modero Nsimba Matondo, ex-ministre du Tourisme, député de Muanda, Kongo Central, proclamé par la Cour constitutionnelle, est jugé par la Cour de Cassation pour imputations dommageables et propagation de faux bruits après un audio devenu viral sur les réseaux sociaux, partagé des millions de fois. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

L'ancien ministre Modero Nsimba devant la Cour de cassation

L'ex-ministre du Tourisme tout juste proclamé député national sur la liste définitive rendue publique par la Cour constitutionnelle contre un autre candidat présenté par la Commission Électorale Nationale Indépendante, CÉNI, Modero Nsimba Matondo était entendu jeudi 21 mars par une composition de la Cour de

Cassation. Arrêté la veille 20 mars en flagrance, interrogé à la DEMIAP, un service des renseignements militaires, Modero Nsimba Matondo est poursuivi pour imputations dommageables et propagation de faux bruits dans l'affaire de la mort de l'ex-ministre des Transports, Voies de communication et Désenclavement Chérubin Okende Senga. Un audio devenu viral sur les réseaux sociaux, partagé des millions de fois dans lequel on entend la voix

de Modero Nsimba, attribue la mort de Chérubin Okende à Christian et Jacques Tshisekedi, deux frères du Président de la République et au général Christian Ndaywel, le patron chef du service des renseignements militaires. L'audio parle d'un conflit immobilier qui aurait mal tourné, a confié à Radio Okapi, la radio onusienne, le magistrat Nkobe Kalala en charge du dossier. Le 29 février, le Parquet général près la Cour de cassation avait annoncé, lors

d'une conférence de presse, que les conclusions des investigations sur la mort de Chérubin Okende convergent sur un suicide. Le parquet a cité la conclusion des experts internationaux et nationaux basée sur la balistique, la toxicologie et l'autopsie. Chérubin Okende avait été retrouvé mort dans sa jeep le 13 juillet 2023 sur l'avenue des Poids lourds, non loin des installations de Sep-Congo. Modero Nsimba est « en pro-

cédures de flagrance devant la Cour de cassation pour avoir publié dans les réseaux sociaux un audio devenu viral dans lequel il a mis en cause Messieurs Christian Tshisekedi, Jacques Tshisekedi et Ndaywel dans le conflit portant sur un immeuble opposant le premier cité au défunt Chérubin Okende et lequel aurait mal tourné», a déclaré le magistrat Nkobe Kalala. Quant au régime de mise à résidence surveillée auquel le prévenu a été

placé, le magistrat en donne les raisons. « Dans sa défense, le prévenu affirme que les conditions de sa détention ne sont pas réunies. Il sollicite sa mise en liberté provisoire, étant donné que sa fuite n'est pas à craindre car, ayant un domicile fixe et une identité connue. Ministre honoraire et député, la Cour de cassation dit qu'il y a lieu d'ordonner sa mise en détention préventive. Car les faits mis à sa charge paraissent graves. Se fondant sur l'article 76 al. 3 de la loi orga-

nique relative à la procédure devant la Cour de cassation, elle l'assignera à résidence surveillée». Au moment où nous partons sous presses, on ne savait pas le sort de Modero Nsimba Matondo, ses avocats ayant soulevé l'exception d'inconstitutionnalité - l'arrestation d'un député sans l'autorisation du bureau de l'Assemblée nationale ayant gravement violé la Constitution - et la cour ayant suspendu la séance pour se concerter. ALUNGA MBUWA ■

Tony Kanku Shiku reçoit la société civile de Masimanimba

Ils étaient vent debout. Remontés contre une vague d'injustice qu'ils estimaient s'être abattue sur leur territoire, ils avaient tout osé. Pensant que le pire allait pouvoir arriver à leur territoire s'ils ne se mettaient pas debout comme un seul homme, décidés que de ce fait, rien ne pouvait les arrêter, ils sont descendus dans la rue dans nombre de secteurs, dans la principale cité de territoire qui sert de chef-lieu de leur contrée et porte le même nom, Masimanimba. Jusqu'au bureau de l'administration du territoire où les manifestants, devant les membres du Conseil de sécurité du territoire, devant les médias, ils ont donné lecture de mémos à l'Administrateur du territoire, Hardy Kanguma. Mémo adressé au président de la Commission Électorale Nationale Indépendante, Denis Kadima Kazadi. Dans ce texte, ils insistent pour que le Conseil de sécurité du territoire le fasse parvenir aussi vite que possible aux autorités nationales à Kinshasa. Sachant que les décisions politiques et autres se prenaient dans la Capitale et que, plus souvent, une rencontre les yeux dans les yeux était préférable, ils constituèrent une délégation de quatre des leurs représen-



La rencontre du 20 mars 2024 entre le Haut Représentant Tony Kanku Shiku et la Société Civile de Masimanimba. DR.

tant les forces vives (Notabilité de Masimanimba, Jeunesse de Masimanimba, Réseau des femmes de Masimanimba, Réseau des Droits de Masimanimba) qui, mi-février, sont arrivés à Kinshasa en vue de rencontrer le président de la Commission Électorale Nationale Indépendante, CÉNI, Denis Kadima Kazadi et des responsables politiques. Le 11 février, sur le boulevard du 30-Juin, le bureau du Haut Représentant de l'Autorité Morale, Tony Kanku Shiku, à la tête d'un des plus importants regroupements politiques du pays, AAAP, l'Alliance des Alliés Attachés au Peuple, leur avait ouvert les portes. Leur discours était simple : que les élections de Masimanimba aient été annulées par la CÉNI, arguant sur des fraudes électorales, ils en prenaient acte quoique celle-ci, en l'espèce, n'en avait aucune

compétence. Ce que la Cour constitutionnelle a confirmé. Mais la société civile refusait d'accepter un autre complot, celui d'une réorganisation des nouvelles élections dans la circonscription qui aurait lieu après la tenue des élections des autorités de la province (bureau de l'Assemblée provinciale, gouverneur et vice-gouverneur, gouvernement provincial, désignation des sénateurs). Ce qui n'était rien moins qu'un crime commis pour éloi-

gner - sinon effacer - le territoire de la sphère de prise de décisions.

CETTE JOIE IMMENSE. Outre cela, s'il est vrai que des fraudes avaient eu lieu dans des secteurs du territoire dénoncées par la population elle-même et répercutées par des notables de la contrée, le territoire ne pouvait admettre qu'il ait été la seule circonscription à subir un tel sort « quand on sait ce qui a pu être écrit, ce qui a pu être vu et ce qui

a pu être lu ailleurs dans le pays », analyse un observateur. Certes, Yakoma, dans l'espace Grand Équateur a vu ses scrutins également annulés sauf que Masimanimba n'est pas dupe. Il parle de « diversion ». Yakoma est un territoire à un siège de député national comme de député provincial. Rien de pareil avec Masimanimba qui compte huit sièges à l'Assemblée provinciale et cinq à l'Assemblée nationale. Le 11 février, le Haut Représentant de l'Autorité Morale de l'AAAP a accordé toute son attention à une présentation qui réclamait ou l'annulation de la décision de la CÉNI ou la désignation des autorités provinciales et l'élection des sénateurs du Kwilu qui viendraient après les nouvelles élections de Masimanimba. Il est vrai que cela avait un sens car il serait difficile que le territoire se recon-

naisse dans des dirigeants sans avoir pris part à leur désignation. Un argument largement partagé par Tony Kanku Shiku qui prit l'engagement de le porter au niveau des hautes sphères. Quand peu après la CÉNI fit l'annonce officielle de report de la désignation de l'Exécutif provincial dans le Kwilu comme celle des sénateurs de la province en attendant la réorganisation des élections annulées à Masimanimba, la fête fut au sommet et le nom de Tony Kanku Shiku porté dans toutes les bouches dans le territoire. D'où le retour dans la capitale de cette société civile avec cette fois une dizaine de membres traînant un cadeau symbolique. Un mois après leur premier passage, revenant d'un long voyage à l'étranger, Tony Kanku Shiku n'a pas hésité une seconde fois, malgré un agenda hyper chargé, de trouver une demie-heure, le 20 mars, pour accueillir

peu avant minuit, ces jeunes arrivés de Masimanimba pour le rencontrer et le remercier de vive voix. « Les filles et fils de Masimanimba vous font part de leur reconnaissance pour votre implication dans la réponse satisfaisante reçue de la CÉNI ; le territoire vous remercie de l'attention particulière que vous accordez à sa population. Il vous rappelle que le Chef de l'État avait eu ces mots dans son meeting de campagne à Masimanimba : « Longonya ! Bokotisi ngai niongo monene ». Les Forces vives de Masimanimba vous disent que jamais, elles ne vous seront ingrates. Elles attendent de vous recevoir à Masimanimba pour vous exprimer les yeux dans les yeux leurs sentiments ». Réponse de Tony Kanku Shiku : « Je vous annonce que je me rendrai à Masimanimba. Soyez-en convaincus... » D. DADEI ■

LA PRÉCISION DU FAIT
LA RECHERCHE DU DÉTAIL
LA PUISSANCE DU VERBE
LA FORCE D'UN MÉDIA.

Pourquoi ils l'ont tué

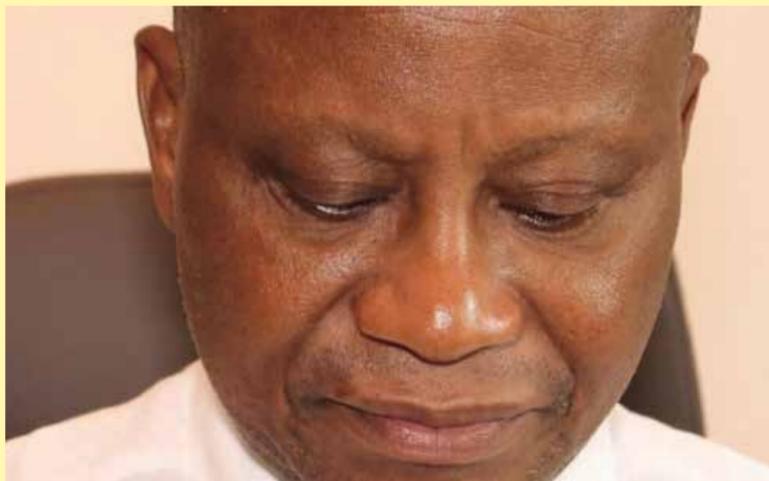
Chérubin Okende Senga a été porté en terre mercredi 20 mars 2024 après que le Procureur général près de la Cour de Cassation Firmin Mvonde Mambu ait déclaré, lors d'une conférence de presse, jeudi 29 février, que l'ancien ministre des Transports, Voies de Communication et Désenclavement, retrouvé sans vie le 13 juillet 2023 dans la Capitale, s'était donné la mort par suicide, citant les résultats des enquêtes judiciaires.

Le Soft International reprend des extraits d'un article (Pourquoi l'ont-ils tué) publié dans ces mêmes colonnes, éd. 1588, datée lundi 24 juillet 2023. Un texte qui reste actuel dans un contexte où le débat retentit sur la disparition de cet homme qui fut membre du Regroupement politique Ensemble sans y être vraiment. Ci-après : Une semaine après l'incroyable assassinat dans la capitale d'une personnalité politique de premier plan, la question qui nous intéresse n'est plus de savoir qui a commis ce crime innommable, le premier connu à ce point dans le pays après celui du 17 janvier 1961 au Katanga du premier Premier ministre congolais Patrice-Émery Lumumba mais plutôt pourquoi a-t-on commis cet assassinat, peut-être et mieux, pourquoi l'a-t-on fait en ce moment alors que le Congo, il faut le reconnaître, vit une période pré-électorale de tension absolue comme c'est souvent le cas dans nombre de pays dans le monde ?

Chercher à connaître les mobiles de cet assassinat rapprocherait davantage de l'assassin (des assassins) et du commanditaire (des comman-

ditaires) de ce crime dont a fait les frais le porte-parole du parti Ensemble du multimillionnaire Moïse Katumbi Chapwe. D'abord, au fait, dans quel cas de figure un homme public se trouverait en situation de mettre sa vie en danger ?

Première hypothèse, s'il venait de participer à un coup quelconque et qu'il venait de s'évaporer dans la nature sans rendre compte à ses complices. Ceux-ci se mettraient dans une telle colère, ils seraient de leur point de vue si déshonorés qu'ils pourraient à tout prix chercher noise à cet homme surtout si celui-ci en a tiré grand bénéfice. C'est le cas du Zaïrois Aimé-Noël Atembina, conseiller militaire du gouvernement zaïrois à l'époque de la guerre de l'AfId. Atembina se promenait en voiture en France, dans les Alpes, avec un compatriote, un chef Mai Mai du Kivu, Philémon Naluhwindja. Les deux hommes furent étêtés à Chasse-sur-Rhône et calcinés, le 29 décembre 2000, à bord du véhicule. Une affaire d'achat d'armes qui aurait mal tourné ? En 2016, une dépêche de l'Afp avance plusieurs mobiles : trafic d'or ou d'uranium ou une barbouzerie. Reste qu'un homme d'affaires belge Benoît Chatel, informateur des services secrets français, fut jugé en son absence et condamné le 27 février 2015 à 20 ans de prison. La justice française qui l'avait reconnu comme l'homme qui avait commandité l'assassinat de ces deux Zaïrois lança un mandat d'arrêt international mais reçut un certificat de décès mexicain attestant que Benoît Chatel était mort d'un infarctus à Mexico le 14 juillet 2013. Un document mis en doute par les milieux judiciaires



L'incroyable assassinat du ministre honoraire Chérubin Okende. DR.

français.

QUEL CAS DE FIGURE ?

Le deuxième cas de figure qui mettrait en danger la vie d'un homme public ? C'est celui d'un homme qui en savait trop ou beaucoup trop, qui menacerait de déballer ce qu'il en sait en tentant de faire chanter ceux avec qui il avait en partage ce secret. En un mot, l'homme qui chercherait à « éventrer le boa », l'expression fit le buzz sous Mobutu, lors de la CNS, la Conférence Nationale Souveraine. Avoir été dans un coup et se volatiliser en emportant tout avec soi, pour soi-même, savoir beaucoup ou trop d'une affaire - complot par exemple - et menacer de le porter à la connaissance du public, voilà deux cas qui paraissent dangereux pour la vie d'un homme public. Dans quel cas de figure, le ministre honoraire des Trans-

ports, Voies de Communication et Désenclavement du Gouvernement de l'Union Sacrée Chérubin Okende Senga se serait trouvé au point de mettre sa vie en danger ? Une question qui devrait intéresser au plus haut point les enquêteurs, les inspecteurs, les magistrats, les juges et qui pourrait accélérer les enquêtes. Au Soft International, on n'a pas connu Chérubin Okende Senga. Peut-être l'un ou l'autre l'a rencontré au hasard sans dire s'il avait poussé plus loin cette rencontre. Mais à voir cet homme qui aimait les médias, à l'entendre lors de sa seconde vie à la faillite de la compagnie aérienne congolaise LAC dont il fut Administrateur Directeur Technique, puis, Administrateur-Directeur Général a.i, Chérubin Okende Senga n'aura donné l'image ni d'un extrémiste, ni d'un excès-

sif, ni d'un personnage violent... Tous les témoignages vont dans ce sens. Cachait-il sa vraie nature ? À la veille de son départ volontaire du Gouvernement de l'Union Sacrée, alors que tous les médias l'annonçaient sur le départ pour répondre à l'appel pressant de son parti politique Ensemble, il assurait étrangement sa « loyauté » - c'est le mot entendu de sa bouche - au Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Comment logiquement rechercher vers le Pouvoir ceux qui auraient donné la mort à cet homme ? Après son départ, Le Soft International n'a pas entendu Chérubin Okende Senga critiquer le Gouvernement auquel il avait appartenu. Même si une certaine logique politique peut pousser à des incohérences verbales voulant tirer profit d'un moment en cherchant à

affaiblir l'adversaire, peut-on perdre à ce point l'intelligence au risque d'être rattrapé demain ? Une colère compréhensible ne devrait-elle pas être contenue dans des zones raisonnables ?

On entend parler d'« affaire d'État ». Pense-t-on que l'État congolais aurait pu avoir à se reprocher quelque chose au point d'ouvrir lui-même - sans que nul ne le lui demande publiquement - les portes du pays à des magistrats étrangers, belges, américains, sud-africains, etc., mieux outillés dans la recherche de la vérité ? Certes, la disparition brutale d'un homme public a toujours interpellé les consciences. Mais deux affaires similaires éclaireraient encore mieux les Congolais. L'assassinat de Floribert Chebeya trouvé mort le matin du 2 juin 2010 à bord de son véhicule. Un assassinat maquillé. Ses assassins laissèrent du plastique de protection sur la banquette arrière. Clairement, ils voulaient cacher leur acte en faisant croire que le défenseur des droits de l'homme avait vécu un moment de joie qui avait mal tourné. S'agissant d'une personnalité de la société civile connue à l'international, alors que les chancelleries s'étaient émues au lendemain de l'annonce de cette mort, le Gouvernement avait-il ouvert

les portes à une enquête internationale ? Deuxième affaire : le meurtre des experts onusiens - l'Américain Michael Sharp et la Suédoise Zahida Katalan dont les têtes furent sauvagement tranchées en mars 2017 au Kasai. Alors que les Nations-Unies réclamaient haut et fort une enquête internationale en vue d'identifier les criminels et de les punir, a-t-on vu le Congo s'ouvrir à cette demande ? Le pays n'avait-il pas eu de cesse d'opposer sa souveraineté ?

Autre aspect trouble. À un moment où rien n'échappe à personne, que cela se passe la nuit ou le jour et quand cela se passe en pleine journée, devant des bâtiments publics, pourquoi et comment aucune vidéo, aucune image n'a à ce jour été dévoilée montrant ce que certains ont appelé un « enlèvement en pleine journée » et pourquoi la personnalité publique au volant de son véhicule n'avait pas su crier au secours ? Était-il face à des « amis » venus à sa rencontre « amicalement » ? Ceci renvoie à un scénario survenu en Afrique du Sud quand un réfugié se fiant à ses compatriotes qu'il crut venus lui rendre visite les a invités dans sa chambre d'hôtel sans qu'il ne sache qu'ils étaient là pour lui donner la mort.

LE SOFT INTERNATIONAL ■

LA PRÉCISION DU FAIT
LA RECHERCHE DU DÉTAIL
LA PUISSANCE DU VERBE
LA FORCE D'UN MÉDIA.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER
international

SINCE 1989

Les Législatives du 20 décembre 2023 auront été des plus contestables du pays

Il faut le dire sans aucune hésitation. Jamais, une élection, comme celle qui a eu lieu le 20 décembre 2023, n'aura été aussi contestée dans l'histoire de notre pays au niveau des Législatives nationales, provinciales et communales.

S'il n'y a pas eu de contestation crédible à la Présidentielle - «le Candidat de père et de mère» qui était également «le Candidat la Nation» contre «ceux de l'étranger», Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, l'ayant emporté haut la main, rien de tel à la députation ou aux communales.

La Commission Électorale Nationale Indépendante, CÉNI, a outrepassé ses compétences, notamment en annulant les résultats dans deux circonscriptions du pays - Yakoma et surtout Masimanimba - après un constat avéré de fraude électorale, a constaté la Cour Constitutionnelle mais la Haute Cour n'a proposé aucune sanction à l'égard de supposés responsables de cette fraude. L'équipe de campagne de Masimanimba a été mis aux arrêts mais l'enquête judiciaire ne semble pas se poursuivre en vue de savoir comment et pour qui des «machines à voter», propriété de la CÉNI, ont été remises à des candidats. Au vu de nombre de témoignages, on peut également se demander pourquoi deux circonscriptions seules avaient été visées dans le pays.

En rendant publics mardi 12 mars 2023 ses arrêts en matière des contentieux des résultats provisoires des Législatives nationales du 20 décembre 2023, tels que publiés par la CÉNI, et, donc, la liste définitive de 477 députés nationaux élus pour la législature 2024-2028, la Haute Cour a, après examen des recours, reconnu élus 46 candidats à la députation nationale. Les requêtes déclarées recevables et fondées étaient au nombre de 43, a déclaré le président de la Cour Constitutionnelle, Dieudonné Kamuleta Badibanga, qui a expliqué que

c'est avec l'atteinte du seuil de certains requérants et la connexité de certaines affaires que les juges sont parvenus

à ce chiffre de 46 députés proclamés par la CÉNI et invalidés par les juges. Il se trouve que des soupçons de corrup-

tion pèseraient sur ces hauts juges dont l'un aurait été interpellé à la frontière et appelé à regagner son domicile alors

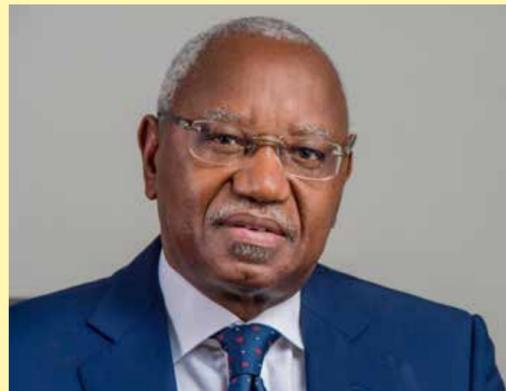
que des audiences se dérouleraient au Conseil National de Sécurité, CNS, qui soupçonnerait des actes de corruption

dont les juges se seraient rendus coupables. Si, au total, 41.738.628 Congolais avaient été inscrits à ces scrutins,

18.813.469 avaient pu voter, soit un taux de participation de 43%, a déclaré le Président de la Haute Cour. **ALUNGA MBUWA**



Candidats validés à la Cour Constitutionnelle, de g., à dr., Adèle Kayinda Mayina, Samy Badibanga Ntita, Taylor Lubanga Muambo. DR.



Candidats validés à la Haute Cour, de g., à dr., Claude Nyamugabo Bazibuhe, Jean-Claude Masangu Mulongo, Didier Mundela Mbuyi. DR.



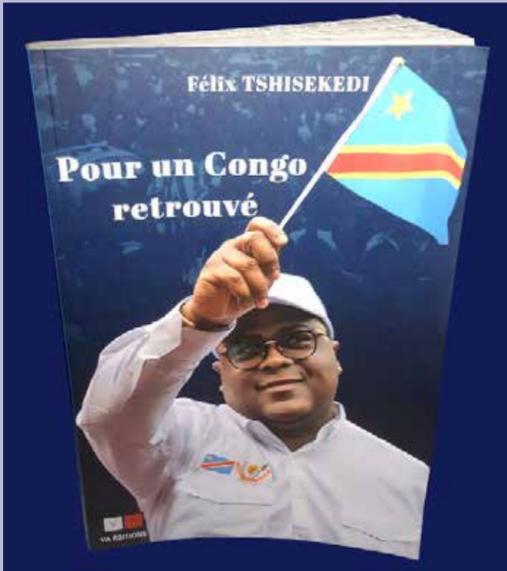
Candidats validés par la Cour Constitutionnelle, de g., à dr., Modero Nsimba Matondo, Willy Mishiki, Gilbert Kankonde Malamba. DR.

N°	NOM	CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE
1	Adèle Kayinda	Bas Uele
2	Alexis Gisaro	Uvira
3	Alfred Dibangi	Libenge
4	Angel Tabo	Djugu
5	Aruna Ndarabu	Kasongo
6	Charles Mpunga	Mwene Ditu
7	Christophe Nangaa	Isiro
8	Claude Nyamugabo	Kabare
9	Didier Mundela	Lubunga
10	Eden Kalonji	Funa
11	Emery Amuri	Kabambare
12	Eugenie Tshela	Kananga
13	Eustache Banza	Kalongo
14	Freddy Tshibangu	Tshilenge
15	Giovanni Ilunga	Manono
16	Gilbert Kankonde	Mbuji-Mayi
17	Gilbert Tutu	Poko
18	Hamisi Singoma	Nyiragongo
19	Isabelle Yumba	Kamina
20	François Mayani	Kalemie
21	Frédéric Fikiri	Mont Amba
22	Jean-Claude Masangu	Malemba Nkulu
23	Jean de Dieu Minengu	Idiofa

N°	NOM	CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE
24	Jean-Marie Akangabo	Mambasa
25	Jean-Marie Kabengela	Tshangu
26	Joachim Mavungu	Seke Banza
27	José Mpanda	Mbuji Mayi
28	Jocelyne Mupeka	Bulungu
29	Kitenge Pierre	
30	Jules Lodji	Katako Kombe
31	Madeleine Nikomba	Kisangani
32	Marie Tiboyi	
33	Meschack Mandefu	Kazumba
34	Michel Omba	Tshangu
35	Modero Nsimba	Moanda
36	Maurice Tshikuya	Mbuji Mayi
37	Moïse Alyegera	Irumu
38	Nazem Nazembe	Lubumbashi
39	Nene Mayizana	Bolomba
40	Prosper Mastaki	Lubudi
41	Samy Badibanga	Katanda
42	Symphorien Mangala	Kikwit
43	Taylor Lubanga	Funa
44	Van Kapinga	Lukunga
45	Willy Mishiki	Walikale
46	Yannick Lumbu	Lubumbashi

Ils me considéraient comme un simple pion, un gardien temporaire du siège du pouvoir

On ne contrôle jamais vraiment les surnoms que l'on nous donne. Le peuple, les medias, vos amis et vos ennemis les inventent - et l'Histoire a le soin de les retenir ou pas. Je suis Félix Tshisekedi, fils de l'opposant historique Étienne Tshisekedi. Mais certains m'appellent Fatshi - diminutif de Félix-Antoine Tshisekedi, mon nom complet. Mon père, lui, c'était pour beaucoup le sphinx de Limete. Limete car c'était le nom du quartier où, au domicile familial, j'écoutais dès le plus jeune âge mon père parler avec passion de la République Démocratique du Congo. De valeurs et de concepts comme la liberté et la démocratie. Dès lors qu'il évoquait ces mots sacrés, une flamme brillait dans son regard. Et que représente le sphinx dans nos mythologies sinon la ruse, la sagesse, la connaissance et la puissance? Autant de qualités qui nourrissaient le feu animant mon père ; et de qualités que tout politicien ambitionne de posséder. Cette flamme, je le pense et je l'espère, a été mon héritage. C'est grâce à elle que j'ai commencé ma carrière en politique. Mon parcours n'a pas toujours été facile. L'exil s'est rapidement imposé à nous. Un choix forcé, mais nécessaire pour assurer la sécurité et l'avenir de notre famille. Pendant mes années en Belgique, j'ai non seulement poursuivi mes études, mais j'ai également été témoin des dynamiques politiques mondiales. Cette expérience s'est avérée cruciale pour forger ma vision politique et renforcer mon engagement envers la République Démocratique du Congo. Cette période a été pour moi comme un temps de gestation au cours duquel j'ai observé de près les systèmes démocratiques européens, leur fonctionnement et leurs valeurs. Vivre en exil a également aiguisé ma détermination à œuvrer pour le changement dans mon pays d'origine. (...) Mon retour a marqué le début d'un nouveau chapitre dans ma vie, une période



Félix Tshisekedi, Pour un Congo retrouvé, 126 pages, VA Éditions, 2023, Versailles, France.

où j'ai dû concilier mon expérience d'exile avec les réalités complexes de la RDC. Et la politique - comme partout, mais surtout en RDC - est une voie semée d'embûches. Mais à l'instar de mon père, j'ai une conviction : celle que notre pays mérite mieux, que notre peuple mérite mieux. Au terme d'une campagne éfrénée arrive le jour du 24 janvier 2019. Un jour historique. Un jour rêvé par tous les hommes et les femmes qui ont porté notre beau pays dans ce qu'il avait de plus noble. Un grand jour pour notre volonté commune de franchir ensemble les rivages de notre destin. Ce jour, c'est celui de ma prestation de serment constitutionnel. À ce moment, pour moi, il s'agit de ne surtout pas célébrer la victoire d'un camp contre un autre, mais plutôt d'honorer un Congo réconcilié. La République Démocratique du Congo que nous formons ne saurait être le Congo de la division, de la haine ou du tribalisme. Mon espoir, c'est de construire un Congo fort dans sa diversité culturelle et son attachement à la mère patrie. Un Congo tourné vers son développement dans la paix et la sécurité. Un Congo pour tous dans lequel chacun mérite sa place. (...) Nos citoyens sont le cœur de notre nation, mais les premiers garants de notre cohésion nationale sont nos forces de défense et de sécurité. Leur rôle a été primordial dans la protection territoire, ainsi que celle des personnes et de leurs biens. À cet égard, j'ai voulu leur

offrir un cadre de travail digne de leur mission, faisant de nos forces une institution véritablement républicaine. (...) J'ai tenu à ce que la gestion de nos forces de défense et de sécurité se fasse sans la moindre discrimination ethnique ou sociale. À compter de ce jour, elles ont dû se sentir pleinement intégrées dans la nation par leurs actes. J'ai cherché à valoriser, par une plus forte responsabilité, l'attachement de nos compatriotes aux valeurs républicaines qui régissent notre nation. Car nous sommes unis, nous sommes le Congo, et ensemble nous avons bâti un avenir plus fort, plus serein et plus prospère. Ma vision pour la République Démocratique du Congo, c'est celle d'un pays réconcilié, unifié, où chaque citoyen a sa place et où chaque voix compte. C'est celle d'un Congo prospère, où l'abondance de nos ressources naturelles profite à tous et où l'éducation et la santé sont des droits pour tous et non des privilèges pour quelques-uns. C'est celle d'un Congo en paix, où les conflits et la violence sont des vestiges du passé. Mon élection à la présidence, en décembre 2018, a été un moment inoubliable. Malgré les défis et les controverses, j'ai été élu sur la base d'un mandat clair et d'une vision pour le pays. J'ai senti le poids de l'histoire sur mes épaules et l'espoir dans les yeux de mes compatriotes. Ce mandat, je l'ai reçu du peuple congolais. Et c'est à lui que je le dédie. À ceux ont cru en

moi, à ceux qui ont lutté avec nous, à ceux qui rêvent d'un Congo meilleur. À tous les autres, aussi, qu'il me reste à convaincre. (...). C'est lorsque j'ai franchi le seuil de la présidence que j'ai vu devant moi ce fameux fleuve qu'il me fallait remonter. Avec comme perspective une cascade de défis : chaque vague une décision à prendre, chaque marée une politique à installer. Toutes au service de la RDC. Et sur ce point, il faut louer les résultats des efforts et du travail considérable que nous avons effectué dans de nombreux domaines. Pour rappel, le pays revient de loin. J'ai hérité d'un passé emmaillé d'impunité des violations massives et graves des droits démocratiques, à grande échelle des anciens régimes, où les droits n'étaient pas une priorité. J'ai stoppé la politique de terreur, d'intimidation, de représailles et d'expéditions punitives, contre les opposants et activistes. Ce jour, les crimes, les bavures et abus sont commis à titre individuel, par erreur, excès de zèle ou abus: ils ne relèvent plus d'une politique délibérée d'intimidation et de représailles, comme par le passé. J'ai insisté sur la promotion de la protection des droits humains conformément aux standards internationaux ainsi qu'aux engagements souscrits par notre pays. J'ai favorisé le contrôle citoyen, la fin de l'impunité, l'émergence de l'État de droit, ou les libertés civiles et politiques sont exercées autour des préoccupations de la population. Sous mon 1er mandat, les libertés d'opinion et d'expression, de pensée et de religion, d'association et de réunion, d'affaires publiques et de procès équitable sont mieux exercées. Sauf les limites légales dictées par les impératifs de préserver l'ordre public, les droits d'autrui et les bonnes mœurs. En 2021, 2022, 2023, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO), par son Bureau

Conjoint des Nations Unies pour les Droits humains (BCNUDH), a salué l'amélioration constante des droits humains en RDC et la diminution successive de violations perpétrées par les forces de défense et de sécurité ainsi que les groupes armés, dont les violences sexuelles. En 2022, ce même Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits humains a constaté la diminution de 15% des violations et atteintes aux droits humains, par rapport à 2021, grâce à la baisse des abus et infractions afférents. Car en 2019, il y a certes la victoire, mais elle est teintée par une atmosphère complexe. Pour la comprendre, il faut revenir en arrière et explorer la complexité de l'histoire politique de la République Démocratique du Congo. À la fin de la Seconde Guerre mondiale s'amorce la décolonisation de l'Afrique. Notre pays alors connu sous le nom de Congo belge obtient son indépendance le 30 juin 1960. Un moment historique, certes, mais également propice à l'ouverture d'une période de grande instabilité. En septembre 1960, le président Joseph Kasavubu destitue et arrête Patrice Lumumba - un des héros de l'indépendance et premier Premier ministre de la RDC. Il est exécuté en janvier 1961 - un épisode sombre de notre histoire qu'il faut ne jamais oublier. C'est après qu'arrive le général Joseph-Desiré Mobutu, s'emparant du pouvoir lors d'un coup d'État en 1965. Il instaure une dictature pendant plus de trois décennies. Elle sera marquée par une corruption endémique, une répression politique sans mesure et une gestion économique désastreuse. Mon père, Étienne Tshisekedi, a été une figure de proue de l'opposition à Mobutu. L'élection de 2019 est donc contestée. Les controverses tombent comme des averses. Le monde observe, critique, commente. On parle de fraude électorale. C'est le premier test. D'abord pour notre démocratie, mais aussi pour mon âme d'homme politique. « Légitimité ». Ce mot résonne

en permanence. Mais ces circonstances particulières ne pouvaient pas m'empêcher de débiter mon action politique. Et c'est cette détermination qui m'a guidé à travers cette année 2019. La volonté de faire la lumière sur cette période tumultueuse de notre nation. De clarifier, et de donner ma version sur ces fameuses élections qui ont été beaucoup commentées par des gens qui ne connaissent pas mon pays et l'observent de loin, à travers les verres déformants des réseaux sociaux ou de certains médias militants. Il faut se rappeler l'état dans lequel se trouvait la RDC avant mon élection. Un voile de répression étouffait inéluctablement les libertés fondamentales, engendrant une atmosphère étouffante qui empêchait toute opposition de s'exprimer librement. Dans cette atmosphère lourde, où le moindre murmure de protestation était étouffé dans l'œuf, j'ai trouvé la force de m'élever et de déchirer ce voile. De restaurer les libertés d'expression et de mouvement qui sont les piliers d'une société démocratique saine. Je me souviens avec une clarté bouleversante de ces jours sombres où défier le gouvernement était synonyme d'une effusion de sang. Mais je savais, profondément en moi, que cela ne pouvait perdurer. J'ai donc pris la décision cruciale de mettre fin à cette chape de plomb, de libérer mes compatriotes de la peur constante qui les entravait. Ce fut un signal fort, un signe indubitable que les temps changeaient. La prise de contrôle presque totale de la classe politique par le parti au pouvoir avait créé une sorte de dichotomie dangereuse : vous étiez soit avec le pouvoir, soit réduit au silence dans l'opposition. Ce n'était pas une façon de gouverner, et je l'ai compris dès mes premiers jours au sein de cette coalition malheureuse avec le Front commun pour le Congo (FCC). Mais ma proposition de former l'Union Sacrée de la Nation a déclenché un véri-

table raz-de-marée. Une révolution. Un basculement qui a surpris même les plus sceptiques. Je me souviens des appels anxieux de mes pairs africains, anticipant un bain de sang, une tension qui pourrait dégénérer en violence insensée. Mais j'étais sûr de moi. J'avais mon doigt sur le pouls de la nation. Je percevais les désirs non exprimés de mon peuple. J'ai donc pris l'initiative de les apaiser, de les assurer que la situation était sous contrôle. Ce qui a suivi a été un revirement historique, une transformation profonde de la perception nationale et internationale de notre pays. Depuis toujours, j'ai cherché à comprendre et à percevoir les nuances et les complexités de chaque individu. J'ai donc travaillé sans relâche pour gagner la confiance et la sympathie de ceux qui, au début, me considéraient comme un simple pion, un gardien temporaire du siège du pouvoir en attendant le retour de Kabila. Mais grâce à ma persévérance, à ma foi inébranlable dans un avenir meilleur pour notre nation, j'ai réussi à renverser cette perception. J'ai prouvé que j'avais un véritable projet, une vision basée sur l'amour profond de mon pays, et non sur la peur. Et quand viennent les accusations, je les accueille avec une résolution calme, sachant que la vérité se révélera d'elle-même. Ma victoire électorale, saluée par une explosion de joie populaire, en est la preuve vivante. Malgré les tentatives de manipulation, la majorité a vu clair dans le jeu politique et a choisi l'avenir et l'espoir plutôt que le passé et la peur. J'ai vu dans cette opposition fragmentée une alliance de circonstances formée par la manipulation de quelques individus déterminés à préserver leur pouvoir. Ils n'ont pas cru en leur propre victoire, parce qu'au fond, ils savaient que leur temps était révolu. Dans les premiers moments de mon mandat, j'ai bien compris qu'à chaque

(suite en page 6).

Au fond, ils savaient que leur temps était révolu

(suite de la page 5).

accusation, à chaque jugement porté, il incombe à l'accusateur de fournir la preuve de ses dires. Que ceux qui veulent encore aujourd'hui affirmer que mon élection est invalide apportent donc les preuves de ce qu'ils avancent ! Je me rappelle encore au jour où les résultats de l'élection ont été annoncés, une élection que d'aucuns prétendaient frauduleuse. Mais ce dont je me souviens surtout, c'est la réaction du peuple, une réaction qui transpirait la joie pure, une liesse populaire qui se répandait dans chaque coin et recoin du pays. Oui, il y a eu des tentatives de manipulation d'une portion de la population, mais elles n'ont pas tenu bien longtemps. Et c'est à ce moment que j'ai compris que mon élection n'était pas une usurpation, mais plutôt le reflet de la volonté du peuple. L'opposition, elle, semblait en proie à une confusion profonde. Leur prétendue victoire, je l'ai perçu, était construite sur des sables mouvants. Avec le temps, bon nombre de ces opposants ont vu mes actions et ont compris mes intentions. Ils se sont ensuite ralliés à ma cause et devenant mes piliers les plus solides, mes partisans les plus fervents. J'ose dire aujourd'hui, sans un brin de fausse modestie, mais avec une humilité profonde, que la stabilité que connaît la RDC aujourd'hui est la preuve palpable de l'adhésion populaire dont j'ai bénéficié dès le début (...). Avec ces nouvelles élections à venir, j'ai à cœur d'optimiser tous les aspects de notre processus politique et électoral, d'instaurer une transparence et une rigueur renouvelées qui ne laisseront place à aucune magouille. J'ai confiance en la direction de la Commission électorale nationale indépendante (CÉNI), confiant que l'homme à sa tête ne cherchera pas à ternir sa réputation par des actions indécises. Ce premier mandat a été une période d'apprentissage intense, marquée par des revirements significatifs, comme le renversement pacifique de la majorité et les tensions croissantes

avec le Rwanda. (...) Prenez des photos satellites de notre planète lorsqu'elle n'est pas éclairée par le soleil : l'Afrique est plongée dans le noir, sous une Europe étincelante de mille feux. Selon un récent rapport de l'Agence Nationale de l'Électrification et des Services Énergétiques en milieu Rural et périurbain (ANSER), à peine 19% des habitants du Congo ont accès à l'électricité. Dans les zones rurales, ce chiffre chute dramatiquement à 1%. Ceci place la RDC comme le second pays au monde où l'électricité est un luxe rare. L'électricité est au centre de toutes nos préoccupations, qu'elles soient économiques, sociales ou environnementales. Sans une source d'énergie fiable, aucun secteur ne peut se développer de manière optimale. Par exemple, l'absence d'électricité stable pénalise lourdement les entreprises qui doivent faire face à des surcoûts considérables pour se fournir en énergie hors réseau. (...) De plus, notre potentiel minier considérable dépend entièrement d'un approvisionnement énergétique stable. Sur le plan social, l'absence d'électricité a un impact direct sur la qualité de vie des ménages. Nos femmes et nos enfants sont particulièrement touchés, contraints de parcourir des dizaines de kilomètres chaque jour pour chercher du bois de chauffage. Et le bilan humain est effrayant : chaque année, six cent mille Africains meurent des suites d'intoxications dues à l'utilisation de charbon de bois. Les personnes à faibles revenus sont les plus pénalisées, car le coût unitaire de l'énergie du charbon de bois ou des bougies est plus élevé que celui de l'électricité du réseau. Enfin, sur le plan environnemental, il faut souligner que plus de 90% de notre énergie provient du bois, posant un risque direct pour nos forêts. Si rien ne change, et compte tenu de la croissance démographique et de nos besoins en énergie, nos forêts pourraient disparaître d'ici 2100. (...) Partons d'un constat simple : la RDC, c'est quatre-vingts fois la taille de la Belgique, le pays qui l'a coloni-

sé. Pour la traverser du nord au sud, imaginez prendre votre voiture pour relier Athènes depuis Copenhague. Sauf que le Congo, ce n'est pas l'Europe. Nous avons beaucoup de rivières, mais peu de routes et peu de ponts. Nos régions sont disjointes de la cohésion nationale. J'ai donc cherché un projet pour répondre à cette problématique. Et je me suis penché sur ce qui constituait le déclencheur du développement : l'Homme, avec un grand H. J'ai examiné cet homme congolais et je me suis demandé si, même avec la meilleure volonté du monde, il était en mesure de développer son pays. Ne soyons pas naïfs. La réponse est non. Lorsque je regarde l'Europe où j'ai habité pendant très longtemps, je vois un continent qui a déjà atteint de nombreux sommets du développement - éducation, transport, santé. Il y a toujours des problèmes, certes, mais elle est bien en avance sur nous. Nous, au contraire, nous profitons d'un « retard » qui nous offre une marge de manœuvre et d'apprendre des erreurs de nos voisins du nord. Apprendre pour mieux agir. La transition politique survenue en janvier 2019 représente selon moi une opportunité cruciale pour redéfinir radicalement notre chemin en tant que nation. Il est de notre devoir de rebâtir notre État sur des fondations solides et d'ouvrir des avenues prometteuses pour notre population, qui a enduré de longues périodes de privations multiples et complexes. En plongeant dans les profondeurs de nos difficultés actuelles, nous ne pouvons ignorer que les phénomènes persistants de corruption, de pauvreté profonde, d'inégalités flagrantes et des menaces exacerbées par les changements climatiques sont des défis titanesques. Ces maux ont le potentiel de perpétuer un cycle de pauvreté et d'instabilité institutionnelles et politique, alimenté par une gouvernance défaillante qui a pris racine et s'est épanouie au fil des années. Alors que nous nous tenons au seuil d'une nouvelle ère, près de soixante ans après avoir accédé à

la souveraineté internationale, une introspection profonde est requise. Malgré la richesse inouïe de nos ressources naturelles, la diversité captivante de notre population, et notre position géostratégique centrale sur le continent africain, notre nation a échoué jusqu'à présent à initier un mouvement vers un développement durable et autonome. Cette dynamique aurait dû, en théories améliorées de manière significative les conditions de vie de notre population. De surcroît, bien que diverses stratégies aient été adoptées dans le passé, visant à atténuer la pauvreté et à encourager une croissance soutenue, les progrès ont été décevants. Aujourd'hui, une majorité écrasante de la population congolaise vit encore dans des conditions de pauvreté multidimensionnelle, une situation qui est encore plus prononcée dans les régions rurales. Il s'agit là d'un paradoxe cruel, car c'est précisément dans ces zones rurales que résident la majorité de nos compatriotes les plus affectés par cette pauvreté et par des inégalités socio-économiques criantes. Face à cette réalité, ma mission est claire : engager une démarche de justice sociale, qui aspire non seulement à consolider la stabilité sociale, mais aussi à instaurer une sécurité durable et une paix tant désirée. Pour y parvenir, une refonte radicale de notre modèle de gouvernance est impérative. Car il faut affronter un constat amer. Nous ne sommes pas encore prêts à propulser notre nation vers un avenir prospère. Il nous manque des fondations essentielles. De quoi a besoin le Congolais pour pouvoir développer son pays. Des garanties d'éducation. Un accès fiable à la santé. Et des ressources et des infrastructures décentes. Récemment au cours de délibérations intensives avec mes conseillers, l'attention s'est d'abord portée sur le développement des provinces. Il ne faut pas oublier que certaines d'entre elles sont équivalentes en taille à des nations entières, certaines étant plus grandes que nos pays voisins.

Mais c'est lors d'une rencontre avec le président actuel du Sénat que j'ai pu façonner ma vision. Les provinces, c'était trop grand comme concept. Il fallait que je concentre nos efforts sur les territoires individuels. Il m'a suggéré une injection financière significative dans chaque territoire, un investissement que nous sommes capables d'assumer. La somme d'un million de dollars a été évoquée. Après une conversation rapide, mais fructueuse avec le ministre des Finances, nous avons trouvé un terrain d'entente et décidé d'aller encore plus loin. De consacrer dix millions de dollars par territoire. Cent-quarante-cinq territoires, c'était donc un milliard et demi à trouver. Le but est de redonner à ces territoires, autrefois le cœur vibrant de nos régions rurales, mais désormais dépouillés de leur essence, une réelle attractivité. Leurs populations ont migré vers les villes ou à l'étranger, en quête d'une vie meilleure. Une vie meilleure qu'ils n'ont d'ailleurs parfois pas trouvée, errant dans les centres périurbains vainement. Résultat ? Ces régions jadis prospères sont maintenant dépourvues de compétences intellectuelles et d'une administration solide, ce qui entrave gravement toute tentative de développement. Nous voulons faire revivre l'attrait de ces régions, incitant ainsi au retour des émigrés. Au cœur de ce plan se trouvent les infrastructures vitales : écoles, hôpitaux, cliniques, logements décentes et une administration efficace. Mais nous savons que pour retenir les habitants, nous devons également aborder les questions cruciales de l'accès à l'eau et à l'électricité. La revitalisation des routes agricoles délabrées est l'un de nos objectifs principaux. Promouvoir l'agriculture, et, par conséquent, résoudre le problème endémique de la faim. Nous envisageons une réintégration complète des cent-quarante-cinq territoires dans le giron national, facilitant ainsi non seulement la circulation des biens, mais aussi celle des personnes, et stimulant la créa-

tion de richesses. (...) La place de la RDC sur l'échiquier du monde (...). Sous mon leadership, la RDC a quasiment triplé les ressources propres de son budget passant de 3.131.692 milliards \$US en 2017 à 16,6 milliards \$US en 2024 grâce à la rigueur dans la gestion des finances publiques. Après avoir renoué le partenariat avec le FMI et la Banque Mondiale, rompu sous l'ancien régime, le gouvernement a obtenu sous mon impulsion et dans un temps record l'approbation du programme du FMI, octroyant ainsi une facilité élargie de crédit à hauteur 1,5 milliard de dollars. (...) Aujourd'hui, je peux être fier et affirmer que nous connaissons une renaissance sur la scène internationale. Une révolution silencieuse, mais profonde qui s'opère grâce aux voyages diplomatiques que j'ai entrepris. Il est important de comprendre que ces emplacements ne sont pas des fins en soi, mais des moyens, des ponts construits pour reconnecter le Congo au monde, pour placer notre nation au centre des dialogues cruciaux qui façonnent notre temps. Par le passé, nous étions en quelque sorte en isolement, immergés dans nos propres enjeux, au point que notre voix était quasiment éteinte sur la scène internationale. Même si nous parlions, nous étions devenus invisibles, inaudibles. Preuve en est : lorsque j'ai élevé la voix contre l'agression rwandaise, en septembre 2022 aux Nations-Unies, j'ai rencontré des interlocuteurs qui semblaient découvrir pour la première fois l'étendue de la situation. Mais nous avons persisté, car le Congo se présente désormais comme un pays solution, un leader mondial qui aspire à jouer son rôle légitime. Nos voisins, le Congo voisin et le Gabon avaient pris les devants. Ce n'est pas normal, puisque nous détenons une richesse incommensurable, tant en termes de ressources naturelles qu'en héritage culturel. Oui, nous sommes les propriétaires de 65% du bassin du Congo qui fait la fierté de notre continent. Nous sommes une réserve de mine-

rais stratégiques qui nous place en position de force dans les négociations mondiales. Grâce à ces voyages, nous sommes revenus au centre de l'échiquier, prêts à réclamer notre place légitime, à l'instar des géants environnementaux que sont le Brésil et l'Indonésie. Car nous sommes, à nous trois, les poumons du monde. Je suis également heureux de vous annoncer que notre économie témoigne d'une vigueur renouvelée. Le budget de l'État a quadruplé, une prouesse qui n'était pas envisageable il y a encore quelques années. (...) La démocratie, c'est simple : c'est donner le pouvoir au peuple. C'est le pouvoir de choisir ses leaders. C'était d'ailleurs déjà pratiqué bien avant la colonisation. Nos anciens chefs tribaux écoutaient leurs notables qui faisaient remonter jusqu'à eux ce qui se passait dans la société. (...) L'Occident ne doit pas nous imposer ses vues. Car nous avons nos propres valeurs. Il est essentiel d'être tolérant, mais nous ne pouvons pas oublier nos propres convictions. En Occident, il n'est plus question de liberté. Cela fait bien longtemps que les libertés fondamentales y ont été acquises. L'Occident aujourd'hui est affligé par la fièvre de la liberté à tout prix. On voit le résultat : une perte de repères pour des générations entières. Des générations qui s'égareront et se tourneront vers d'autres identités. Beaucoup d'observateurs pensent que c'est cette fièvre des libertés à tout prix qui précipite la civilisation occidentale sur son déclin. Car elle a perdu ses valeurs. Je me souviens jadis d'un Occident avec des partis politiques sociochrétiens. Leurs philosophies étaient basées sur un système de valeurs solides. Mais ils ont troqué ces valeurs pour l'humanisme. Ils ont séparé l'humain du divin. Mais à mon sens, l'homme sans spiritualité un être perdu. C'est là que l'Occident a dévié. Et nous ne devons pas les suivre. Je le dis sans dramatisation : j'ai peur pour nos futures générations. Peur qu'elles suivent ce chemin-là par capillarité ou par mimétisme. (...).

Comment le Congo gagnerait la guerre mercantiliste de l'Est

par l'analyste Musene Santini Be-Lasayon



Trois grands maîtres du monde : de g. à dr., l'Américain Joseph Robinette Biden Jr., le Russe Vladimir Vladimirovich Putin, le Chinois Xi Jinping. DR.

La partie orientale du Congo de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo est ravagée, depuis bientôt trente ans, par une guerre de pillage de ses minerais critiques et stratégiques fomentée par le Rwanda de Paul Kagame, mais commanditée par de puissantes multinationales occidentales. Afin de mieux envisager la dure, la longue et l'indispensable guerre pour son développement intégral, intégré et durable, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo doit préalablement gagner, coûte que coûte, cette guerre mercantiliste. Pour y parvenir, il devrait ne plus jamais compter, prioritairement et essentiellement, ni sur les Occidentaux seuls, ni sur les Russes seuls, ni sur les Chinois seuls, mais bien plutôt, avant tout et après tout, sur les patriotes congolais, les seuls et uniques véritables responsables de la construction de notre commun destin national. Pour tout dire, voici quelques pistes stratégiques de sortie de crise.

Nous dénonçons et accusons, avec des preuves palpables, vérifiées, confirmées et officiellement reconnues par les Nations Unies à l'appui, le Rwanda de Paul Kagame de déstabiliser le Congo en

lui menant, depuis bientôt trente ans, une guerre insensée et injuste. En effet, ce petit pays voisin, très insuffisamment doté en espace vital et en ressources naturelles, porteuses de vraies richesses, s'est trouvé les voies et moyens d'émouvoir la communauté internationale en sa faveur, de s'agrandir et de s'enrichir sur le dos de son grand voisin, le Congo. Il réclame qu'on lui restitue, en faussant l'histoire et en foulant aux pieds la charte internationale relative à l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, le Masisi, le Rutshuru et le Nyiragongo. Le Rwanda prétend que ces trois territoires lui auraient appartenu avant le dépeçage de l'Afrique, en 1885, par les puissances coloniales européennes. Paul Kagame accuse faussement le Congo de maltraiter, de chasser et de rendre apatrides les Banyamulenge, des Tutsi rwandais exilés et établis ici, depuis plusieurs décennies, qu'il qualifie malicieusement de Tutsi congolais, une tribu qui n'a pourtant jamais existé dans ce pays. Pour atteindre ses objectifs funestes, il se fait intensément armer par quelques puissantes multinationales occidentales. Il attaque et déstabilise constamment, depuis bientôt trente ans, le Congo avec ses forces armées régulières, associées à ses multiples groupes armés et

terroristes (hier RCD, MLC, puis CNDP, aujourd'hui M-23, AFC). Il est ainsi le commissionnaire et le fournisseur attiré de ces multinationales occidentales, par la contrebande, la fraude et la tricherie qu'il organise à l'Est, des minerais critiques et stratégiques congolais très activement recherchés sur le marché mondial. Depuis lors, son économie dépendrait, à environ 60%, de cette guerre de pillage. Les puissances impérialistes occidentales, en particulier, et la communauté internationale, en général, sont très bien informées, jusqu'aux petits détails, de cette grave situation. Mais, elles restent généralement soit silencieuses, soit inefficaces quant à sa résolution. En effet, elles ne font pas grand-chose pour aider le Congo à juguler cette épineuse équation. C'est ainsi que l'écrasante majorité des Congolais les considèrent désormais comme les instigateurs et ou les complices de l'impénitent ennemi rwandais.

NE JAMAIS FORGER NOUS-MÊMES NOS CHAÎNES.

Mais aussi incroyable que cela paraisse, le Congo demande aux mêmes puissances impérialistes occidentales et à la même communauté internationale, rigidement tenue au cou par celles-là, de faire tout ce qui est

dans leur pouvoir pour nous aider à sortir le Congo, notre pays à nous, du gouffre dans lequel le Rwanda de Kagame, derrière lequel se retranchent ces multinationales occidentales, l'a précipité. Sommes-nous vraiment conscients des conséquences néfastes immédiates et lointaines de nos réclamations actuelles ? Nous risquons de forger ainsi, nous-mêmes, sans nous en rendre compte, nos propres chaînes. En effet, s'il nous arrivait de gagner cette guerre mercantiliste de l'Est grâce à l'Occident pluriel, nous lui aurions déjà donné toutes les raisons du monde de renforcer davantage sa domination sur nous ! Les impérialistes ne donnent jamais rien sans dividendes en retour. De même, nous demandons à la Russie de Vladimir Poutine et à la Chine de Xi Jinping de nous prêter mains fortes pour juguler cette guerre de pillage de l'Est. Sommes-nous vraiment conscients que nous risquons de mettre de la sorte, nous-mêmes, les chaînes à la racine de nos propres têtes ? Car, si nous parvenions à remporter cette guerre mercantiliste grâce à l'une ou l'autre de ces deux superpuissances mondiales, elle aurait également de fortes raisons de récupérer, d'une manière ou d'une autre, la place laissée vacante par l'Occident. Les impéria-

listes, quelle que soit leur couleur idéologique, sont tous, sans aucune exception, des exploiters des faibles.

Dans cette éventualité, nous n'aurions fait que commettre la même bêtise que le crocodile, qui croit ainsi mieux se protéger ou s'abriter, quand il fuit l'eau de pluie sur la terre ferme et se jette précipitamment dans la rivière. Or, l'eau de pluie et l'eau de la rivière sont de la même nature physique et chimique. Elles constituent, indistinctement, une substance liquide, transparente, inodore et sans saveur. En d'autres termes, nous n'aurions fait, en abandonnant l'Occident pluriel pour la Russie ou la Chine, que changer tout simplement de tutelle impérialiste. Nous serions donc sortis de l'impérialisme occidental, que nous connaissons bien, mais que nous qualifions de mauvais, pour entrer immédiatement sous le joug d'un nouvel impérialisme, russe ou chinois, que nous ne connaissons pas suffisamment, mais que nous croyons, naïvement, plus vertueux que le précédent. Illusion ! Erreur grave et lourde conséquence ! L'Occident pluriel, la Russie et même, dans une certaine mesure, la Chine, sont tous de la même nature impériale et expansionniste. En effet, tous les impérialismes, quels

qu'ils soient leur origine géopolitique, leur couleur idéologique et le visage qu'ils montrent à un moment donné ou à un autre de l'histoire, poursuivent, dans le fond, le même but ultime : dominer politiquement, économiquement, socialement et culturellement les autres pays, surtout les plus faibles, afin de les exploiter à leur guise. L'exemple de la joint-venture Sicomin, par laquelle un groupement d'entreprises chinoises a littéralement roulé dans la farine le gouvernement congolais, est très significatif et très éloquent à ce sujet. À vrai dire, tous les impérialismes sont, à quelques nuances près, les mêmes ! Égocentriques, ils sont toujours accrochés à la promotion, à la défense et à l'accroissement ininterrompu de leurs seuls intérêts.

Et ce, au détriment de ceux des autres pays, particulièrement les plus faibles, qu'ils exploitent inconsidérément et impunément. Ils laissent généralement, partout où ils passent et dans tous les contextes, les mêmes empreintes indélébiles : sous-développement, pauvreté, misère, etc. Les preuves les plus tangibles de la méchanceté incomparable de tous les impérialismes ? Ils ont tous suscité ou organisé, et à l'intérieur de leurs propres pays et dans tous les pays sous leur domination,

quel qu'en soit le degré ou l'intensité, des tueries, des meurtres, des assassinats, des massacres, des guerres, etc., pour s'imposer ! Ils se sont même appropriés, par la colonisation ou par la force, les pays d'autrui. Conséquences inéluctables ? Aucun pays d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Océanie, etc., en dehors de ceux qu'ils avaient décidés de transformer en colonies de peuplement, n'a jamais émergé ou ne s'est jamais développé, selon le modèle occidental, grâce à l'Occident ! Aucun pays d'Europe centrale, d'Europe orientale, d'Asie centrale, d'Afrique, d'Amérique, etc., non plus, n'a jamais émergé ou ne s'est jamais développé, selon le modèle soviétique, russe ou chinois, grâce à l'URSS, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, à la Russie ou à la Chine ! Malgré ces preuves irréfutables et incontestées de la cruauté de tous les impérialismes, la naïveté légendaire des anciens colonisés de l'Occident fait qu'ils croient que l'impérialisme russe, que pourtant la quasi-totalité des pays de l'ex-empire soviétique ont abandonné pour raison d'emprise et d'exploitation insupportables, est plus vertueux que l'impérialisme occidental. De même, la naïveté légendaire des ex-vassaux de la Russie

(suite en page 8).

Il n'existe au monde aucun impérialisme qui soit vertueux

(suite de la page 7).

La partie orientale du Congo de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo est ravagée, depuis bientôt trente ans, par une guerre de pillage de ses minerais critiques et stratégiques fomentée par le Rwanda de Paul Kagame, mais commanditée par de puissantes multinationales occidentales. Afin de mieux envisager la dure, la longue et l'indispensable guerre pour son développement intégral, intégré et durable, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo doit préalablement gagner, coûte que coûte, cette guerre mercantiliste. Pour y parvenir, il devrait ne plus jamais compter, prioritairement et essentiellement, ni sur les Occidentaux seuls, ni sur les Russes seuls, ni sur les Chinois seuls, mais bien plutôt, avant tout et après tout, sur les patriotes congolais, les seuls et uniques véritables responsables de la construction de notre commun destin national. Pour tout dire, voici quelques pistes stratégiques de sortie de crise.

Nous dénonçons et accusons, avec des preuves palpables, vérifiées, confirmées et officiellement reconnues par les Nations Unies à l'appui, le Rwanda de Paul Kagame de déstabiliser le Congo en lui menant, depuis bientôt trente ans, une guerre insensée et injuste. En effet, ce petit pays voisin, très insuffisamment doté en espace vital et en ressources naturelles porteuses de vraies richesses, s'est trouvé les voies et moyens d'émouvoir la communauté internationale en sa faveur, de s'agrandir et de s'enrichir sur le dos de son grand voisin, le Congo. Il réclame qu'on lui restitue, en faussant l'histoire et en foulant aux pieds la charte internationale relative à l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, le Masisi, le Rutshuru



Le niobium, l'un des minerais rares au monde, présent dans le Kivu comme le coltan. DR.

et le Nyiragongo. Le Rwanda prétend que ces trois territoires lui auraient appartenu avant le dépeçage de l'Afrique, en 1885, par les puissances coloniales européennes. Paul Kagame accuse faussement le Congo de maltraiter, de chasser et de rendre apatrides les Banyamulenge, des Tutsi rwandais exilés et établis ici, depuis plusieurs décennies, qu'il qualifie malicieusement de Tutsi congolais, une tribu qui n'a pourtant jamais existé dans ce pays. Pour atteindre ses objectifs funestes, il se fait intensément armer par quelques puissantes multinationales occidentales. Il attaque et déstabilise constamment, depuis bientôt trente ans, le Congo avec ses forces armées régulières, associées à ses multiples groupes armés et terroristes (hier RCD, MLC, puis CNDP, aujourd'hui M-23, AFC). Il est ainsi le commissionnaire et le fournisseur attiré de ces multinationales occidentales, par la contrebande, la fraude et la tricherie qu'il organise à l'Est, des minerais critiques et stratégiques congolais très activement recherchés sur le marché mondial. Depuis lors, son économie dépendrait, à environ 60%, de cette guerre de pillage. Les puissances impérialistes occidentales, en particulier, et la communauté internationale, en général, sont très bien informées, jusqu'aux petits détails, de cette grave situation. Mais, elles restent

généralement soit silencieuses, soit indifférentes, soit inefficaces quant à sa résolution. En effet, elles ne font pas grand-chose pour aider le Congo à juguler cette épineuse équation. C'est ainsi que l'écrasante majorité des Congolais les considèrent désormais comme les instigateurs et ou les complices de l'impénitent ennemi rwandais.

NE JAMAIS FORGER NOUS-MÊMES NOS CHAÎNES.

Mais aussi incroyable que cela paraisse, le Congo demande aux mêmes puissances impérialistes occidentales et à la même communauté internationale, rigidement tenue au cou par celles-là, de faire tout ce qui est dans leur pouvoir pour nous aider à sortir le Congo, notre pays à nous, du gouffre dans lequel le Rwanda de Kagame, derrière lequel se retranchent ces multinationales occidentales, l'a précipité. Sommes-nous vraiment conscients des conséquences néfastes immédiates et lointaines de nos réclamations actuelles ? Nous risquons de forger ainsi, nous-mêmes, sans nous en rendre compte, nos propres chaînes. En effet, s'il nous arrivait de gagner cette guerre mercantiliste de l'Est grâce à l'Occident pluriel, nous lui aurions déjà donné toutes les raisons du monde de renforcer davantage sa domination sur nous ! Les impérialistes ne

donnent jamais rien sans dividendes en retour. De même, nous demandons à la Russie de Vladimir Poutine et à la Chine de Xi Jinping de nous prêter mains fortes pour juguler cette guerre de pillage de l'Est. Sommes-nous vraiment conscients que nous risquons de mettre de la sorte, nous-mêmes, les chaînes à la racine de nos propres têtes ? Car, si nous parvenions à remporter cette guerre mercantiliste grâce à l'une ou l'autre de ces deux superpuissances mondiales, elle aurait également de fortes raisons de récupérer, d'une manière ou d'une autre, la place laissée vacante par l'Occident. Les impérialistes, quelle que soit leur couleur idéologique, sont tous, sans aucune exception, des exploiters des faibles.

Dans cette éventualité, nous n'aurions fait que commettre la même bêtise que le crocodile, qui croit ainsi mieux se protéger ou s'abriter, quand il fuit l'eau de pluie sur la terre ferme et se jette précipitamment dans la rivière. Or, l'eau de pluie et l'eau de la rivière sont de la même nature physique et chimique. Elles constituent, indistinctement, une substance liquide, transparente, inodore et sans saveur. En d'autres termes, nous n'aurions fait, en abandonnant l'Occident pluriel pour la Russie ou la Chine, que changer tout simplement de tutelle impérialiste. Nous serions donc

sortis de l'impérialisme occidental, que nous connaissons bien, mais que nous qualifions de mauvais, pour entrer immédiatement sous le joug d'un nouvel impérialisme, russe ou chinois, que nous ne connaissons pas suffisamment, mais que nous croyons, naïvement, plus vertueux que le précédent.

Illusion ! Erreur grave et lourde conséquences ! L'Occident pluriel, la Russie et même, dans une certaine mesure, la Chine, sont tous de la même nature impériale et expansionniste. En effet, tous les impérialismes, quels que soient leur origine géopolitique, leur couleur idéologique et le visage qu'ils montrent à un moment donné ou à un autre de l'histoire, poursuivent, dans le fond, le même but ultime : dominer politiquement, économiquement, socialement et culturellement les autres pays, surtout les plus faibles, afin de les exploiter à leur guise. L'exemple de la joint-venture Sicomines, par laquelle un groupement d'entreprises chinoises a littéralement roulé dans la farine le gouvernement congolais, est très significatif et très éloquent à ce sujet. À vrai dire, tous les impérialismes sont, à quelques nuances près, les mêmes ! Égocentriques, ils sont toujours accrochés à la promotion, à la défense et à l'accroissement ininterrompu de leurs seuls intérêts. Et ce, au détriment

de ceux des autres pays, particulièrement les plus faibles, qu'ils exploitent inconsidérément et impunément. Ils laissent généralement, partout où ils passent et dans tous les contextes, les mêmes empreintes indélébiles : sous-développement, pauvreté, misère, etc. Les preuves les plus tangibles de la méchanceté incomparable de tous les impérialismes ? Ils ont tous suscité ou organisé, et à l'intérieur de leurs propres pays et dans tous les pays sous leur domination, quel qu'en soit le degré ou l'intensité, des tueries, des meurtres, des assassinats, des massacres, des guerres, etc., pour s'imposer ! Ils se sont même appropriés, par la colonisation ou par la force, les pays d'autrui. Conséquences inévitables ? Aucun pays d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Océanie, etc., en dehors de ceux qu'ils avaient décidés de transformer en colonies de peuplement, n'a jamais émergé ou ne s'est jamais développé, selon le modèle occidental, grâce à l'Occident ! Aucun pays d'Europe orientale, d'Asie centrale, d'Afrique, d'Amérique, etc., non plus, n'a jamais émergé ou ne s'est jamais développé, selon le modèle soviétique, russe ou chinois, grâce à l'URSS, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, à la Russie ou à la Chine ! Malgré ces preuves

irréfutables et incontestées de la cruauté de tous les impérialismes, la naïveté légendaire des anciens colonisés de l'Occident fait qu'ils croient que l'impérialisme russe, que pourtant la quasi-totalité des pays de l'ex-empire soviétique ont abandonné pour raison d'emprise et d'exploitation insupportables, est plus vertueux que l'impérialisme occidental. De même, la naïveté légendaire des ex-vassaux de la Russie tsariste ou de la Russie soviétique convainc ces derniers que l'impérialisme occidental, que pourtant ses anciens colonisés contestent et tentent de quitter aujourd'hui pour les mêmes raisons de domination et d'exploitation insupportables, est plus vertueux que l'impérialisme russe. D'où, leurs ralliements croisés ou à sens inverse. Mais la vérité est que ni l'impérialisme occidental, ni l'impérialisme de l'Est n'est en réalité plus vertueux que l'autre. Seules quelques petites nuances d'approche, résultant de leur hégémonie géopolitique mondiale particulière, illusionnent leurs victimes. En effet, les quelques pays qui émergent (Brésil, Inde, Chine, Corée du Sud, Hong-Kong, Singapour, Taïwan, etc.), même s'ils s'inspirent de l'expérience des autres et optent généralement pour le mode de production capitaliste, empruntent leur propre voie ! En tout cas, 99% des pays du monde demeurent encore et toujours les victimes historiques et contemporaines de l'exploitation impérialiste, essentiellement libérale et capitaliste, mais aussi totalitaire et communiste, même si cette dernière n'a pu atteindre concrètement qu'environ un tiers de la population mondiale seulement ! Or, nous refusons, aujourd'hui, cette posture d'éternels colonisés et exploités. Notre ambition la plus ardente, la plus profonde, la plus intime et la plus légitime est de prendre,

Seule la force fait face à la force

Mettre en place une task force d'intelligence (de stratégie) avec l'objectif de monter l'armée en puissance afin qu'elle dispose de la capacité de semer la terreur sur l'autre afin de le dissuader de ne jamais oser.

Que notre Congo soit si humilié depuis des décennies par certains de ses voisins relève de l'inacceptable pour un pays doté d'autant de moyens dont deux sont fondamentaux : la démographie et la richesse du sous-sol. Il arrive qu'on entende dans le monde que le Congo est le pays le plus riche de la terre au point de vue de son potentiel économique.

De quoi le Congo est-il naturellement doté ?

Quelques-unes de ses ressources exceptionnelles : 80 millions d'hectares de terres arables, le cuivre, l'or, l'étain, le coltan, le cobalt, le lithium, l'uranium.

À cela, s'ajoute un potentiel hydroélectrique énorme, une biodiversité avec la deuxième plus grande forêt tropicale du monde, une population qui dépasse les 102 millions d'habitants.

Qu'est-ce que les Congolais font ou ont fait à ce jour de ces richesses ? Rien hormis une exposition ou une disposition à l'exploitation par des passe-droits des multinationales étrangères que sont les pays voisins.

Qui ne sait que quand une telle situation arrive, cela n'est rien d'autre que signe de mauvaise gouvernance, de mauvaise compréhension ou de mauvaise hiérarchisation des priorités !

Quand le Congo aux immenses ressources naturelles est relégué au pied de l'échelle, comment des pays aux terres arides ou sèches (Corée, Dubaï, Kenya, etc.) ont su inspirer et inspirer respect ? Réponse : le savoir, la connais-



Seule la puissance de feu, la capacité de terreur conduit au respect, à un pôle de stabilité. DR.

sance, en clair, l'école ou la formation. Question : pourquoi notre pays n'en est-il pas là ?

LA PRISE DE CONSCIENCE.

Si on s'en prend à notre Histoire, on n'aurait pas tort. Au Congo, la colonisation n'a pas été des plus exemplaires. Quelle colonisation est citée comme ayant été exemplaire ?

L'existence réside dans la conscience, la prise de conscience. La prise de conscience de ce que l'on est ; la prise de conscience de ce que l'on doit être ; la prise de conscience de ce que l'on doit faire pour être.

Tout, dans la vie, est force ; seule la force fait face à la force. Cela a été vrai hier ; cela est vrai aujourd'hui ; cela le sera vrai demain et certainement toujours...

Entre individus ou entre États, c'est là la seule et unique façon d'établir un pôle de stabilité qui passe par l'équilibre des forces, une situation qui inspire respect pour tous.

Que le Congo se jette dans la prière, qu'il organise des manifestations contre certains de ses voisins, qu'il désigne des acteurs étrangers dans la guerre à laquelle il fait face dans sa

partie Est comme, de plus en plus, à l'Ouest avec l'incroyable phénomène de miliciens Mobondo qui ravagent l'espace Grand Bandundu, qui lui en fera le reproche ?

Mais, en l'espèce, la réponse adéquate consiste-t-elle à désigner ses agresseurs ou à apporter la réponse attendue, la réponse robuste ?

Prenons le tout récent cas, toujours en cours : celui d'Israël quand le mouvement palestinien, le Hamas, lance comme jamais une attaque contre l'État hébreu, sur le sol juif, et inflige à l'État hébreu un bilan humain sans précédent : 1.200 Israéliens tués dans la rue ou dans leurs maisons, 260 otages enlevés.

Ce fut au petit matin du samedi 7 octobre 2023 lorsque l'opération armée « Déluge d'Al-Aqsa » est déclenchée par le Hamas en réponse, dit ce groupe militaire palestinien, « aux attaques continues des forces israéliennes et des colons juifs contre le peuple palestinien, ses biens et ses lieux de culte, et plus particulièrement Al-Aqsa dans Jérusalem-Est occupée ».

La réponse de l'État hébreu a été en retour de lancer l'opération « Épées de fer ».

Les premiers mots du Premier ministre Benyamin Nétanyahou prononcés le mercredi 11 octobre, face à la Knesset (le Parlement israélien), à l'annonce de cette opération, sont les suivants : « Israël est en guerre (...). C'est vraiment une guerre pour notre chez-nous (...). Le 7 octobre restera un jour noir dans l'histoire des peuples et le jour le plus horrible pour le peuple juif depuis l'Holocauste nazi (...). Cette guerre doit se terminer par une seule chose, une victoire totale en écrasant et éliminant le Hamas (...) Le Hamas est Daech, et le monde qui a été choqué par Daech et Al-Qaïda après les événements du 11 septembre 2001 aux États-Unis, doit le condamner et lui imposer des sanctions ».

Puis le go de la Knesset pour le nouveau gouvernement d'urgence mis en place pour mener la guerre d'effacement du Hamas.

Depuis, frappes intensives contre Gaza habité par plus de deux millions de Palestiniens, troupes au sol et dans des tunnels. Bilan, côté palestinien : 28.000 morts à ce jour, des quartiers entiers réduits en ruines.

Quelle puissance plannétaire a condamné

Israël ? Au contraire, tous les dirigeants du monde ont estimé qu'Israël était dans son plein droit d'assurer la sécurité d'Israël par l'opération menée par Tsahal. Si, aujourd'hui, face à l'offensive israélienne et la perspective d'une marée humaine, certains dirigeants comme le Français Emmanuel Macron en viennent à hausser le ton contre Nétanyahou ou insistent (le cas de l'Espagne et de l'Irlande) sur le « respect » des droits de l'homme, d'autres, (l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande) sont à « implorer » Israël à « ne pas s'engager » plus loin. Les dirigeants de ces trois pays membres du Commonwealth craignent « une opération militaire sur Rafah (dans le sud de la bande de Gaza, ndlr, qui) serait catastrophique » au vu des « 1,5 million environ de Palestiniens réfugiés dans la zone » qui n'ont aucun autre endroit où aller.

Les Gouvernements espagnol et irlandais, « devant la situation critique à Rafah », adressent une correspondance à la Commission Européenne pour lui demander d'examiner « de manière urgente si Israël remplit ses engagements de respecter les droits humains à

Gaza », écrit le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, dans un texte sur le réseau social X (Twitter).

Israël serait-il allé si loin, aurait-il fait autant de morts à Gaza si l'État hébreu n'avait disposé d'une force militaire, n'avait bénéficié d'un aussi énorme soutien militaire de son allié, la plus grande puissance du monde, les États-Unis d'Amérique, et si sa diplomatie n'avait été si forte ?

Ce qui se passe à Gaza ressemble comme deux gouttes d'eau à ce qui se passe en Ukraine. La Russie, qui sent la menace à ses frontières avec l'avancée des forces de l'OTAN, l'Alliance militaire Outre-Atlantique, se serait-elle permise d'envahir l'Ukraine si elle n'était pas une puissance militaire en mesure d'inspirer le respect ? Dans la vie, seule la force fait face à la force ! Face à la force, il n'existe aucune autre alternative : répondre ou se soumettre.

Face aux relations qui se détériorent jour après jour avec deux de ses voisins, Paul Kagame a, le 23 janvier, depuis Kigali, proféré des menaces : « Le Rwanda est un pays sûr et le restera. Quand il s'agit de défendre ce pays, qui a souffert pendant si longtemps sans personne pour l'aider, je n'ai besoin de la permission de personne pour faire ce qu'il faut pour nous protéger. Je n'ai pas répondu aux insultes qui viennent du Sud (Burundi, ndlr), de l'Ouest (RDC, ndlr). Celles-ci ne tuent pas. Donc, je ne peux pas (répondre). Ce n'est pas notre genre. Mais ils apprendront avec le temps. Ils apprendront qu'ils ont fait une grosse erreur ».

Un autre verbatim attribué au président rwandais : « Je suis sûr et certain que certaines personnes s'amuse avec le feu alors qu'elles n'ont jamais été brûlées. Je le dis haut et fort

que si par malheur les combats entre les groupes armés à l'Est de la RDC et l'armée congolaise débordent jusqu'à violer la frontière rwandaise, le monde entier va blâmer le Rwanda pour ce que mon armée va faire contre la RDC. Kinshasa ne sera pas épargnée et, en moins d'une semaine, je le répète, en moins d'une semaine, l'armée rwandaise détruira toutes les grandes villes de la RDC et le monde va nous blâmer ». Le Président rwandais aurait tenu ce discours sur la BBC. Le 3 février, l'ACP, l'Agence Congolaise de Presse, a qualifié ce texte de fakenews. « Il n'existe aucune trace d'une interview de ce genre sur les différents canaux de communication officiels de la BBC, ni sur ceux de Paul Kagame. En outre, ladite interview est dénuée et ce, à dessein, d'éléments référentiels (lieu, date, acteurs, contexte, etc.) qui auraient concouru à sa mise en branle », écrit sans détours l'agence officielle.

Reste que la multiplication de ces textes face à la situation que vit le Kivu appelle une prise de conscience des dirigeants congolais. Seule la force fait face à la force.

Il est grand temps que le pays mette en place une stratégie de puissance qui seule passe par la puissance militaire et qu'il investisse dans la force et en prenne le temps.

Il n'est pas acceptable en aucune façon que le Congo ait recours à des forces étrangères pour défendre son territoire. Soyons-en convaincus : ce ne sont pas les moyens qui manquent à ce pays. Il suffit de mettre en place une task force d'intelligence (de stratégie) avec l'objectif de monter l'armée en puissance afin qu'elle dispose de la capacité de semer la terreur sur l'autre afin de le dissuader de ne jamais oser.

KKMTRY ■

La dénonciation par l'IGF du contrat Sicominex pourrait permettre au Congo de faire ériger 5.000 kms de routes

La découverte et la dénonciation en février 2023 par l'IGF, l'Inspection Générale des Finances, du déséquilibre flagrant du contrat Sicominex, vont permettre à la partie congolaise de gagner 7 milliards de \$US. Un chiffre record, il faut le reconnaître, qui suscite respect pour ce service de la présidence de la République et susceptible de faire construire environ 5.000 kms de routes, disent des experts. Une cérémonie de signature d'un accord-arrangement avec la partie chinoise a eu lieu jeudi 14 mars à Kinshasa présidée par le Chef de l'État Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. C'est un événement qui permet de «rétablir l'équilibre dans ce partenariat, en le rendant gagnant-



Photo de famille après la signature de l'accord entre le Congo et la Sicominex. DR.

gagnant», entre le Congo et la Sicominex, la société sino-congolaise, structure qui coordonne un groupe d'entreprises chinoises engagées au Congo.

LA NOTE DE L'IGF. En 2023, l'IGF avait fait état d'un désé-

quilibre manifeste dans l'accord conclu en 2008 entre le Congo et la Sicominex. Selon ce service, ce partenariat avait généré des profits de près de 10 milliards de \$US quand le Congo n'avait reçu en retour que 822 millions de \$US sous

forme d'infrastructures dont certaines restaient invisibles. L'accord Sicominex était minerais contre

infrastructures. Lundi 18 mars, le Premier ministre sortant, Jean-Michel Sama Lukonde

Kyenge a repris la main en présidant une cérémonie de relance des activités de ce programme, à l'issue d'une semaine de négociations sur la révision de ce contrat. Sama a déclaré que cette renégociation marquait un nouveau tournant dans la relance des activités de ce programme.

«Cette relance voulue par le Chef de l'État doit être un nouveau départ dans la gestion harmonieuse des activités dont la finalité est de léguer au peuple congolais des infrastructures d'intérêt général et de qualité», a déclaré le premier ministre sortant qui a appelé l'Agence de Pilotage et de Suivi des Conventions entre les Secteurs public et privé, APCSC, à s'appuyer sur l'expé-

rience et à l'étendre à d'autres conventions. avec AGENCES ■

Boire plus d'eau

Buvons suffisamment d'eau, mangeons plus de fruits et de légumes pendant ces jours de fortes chaleurs, recommande un médecin de l'hôpital Sainte Rita de Mont-Ngafula à Kinshasa, le Dr Rabbit Ngoma. « Pendant la période des chaleurs (cas de Kinshasa qui connaît une chaleur de jour et de nuit des niveaux élevés et insupportables, ndlr), la population, en suivant ce régime alimentaire, se prévient des maladies ».

Puis : «surveiller notre tension artérielle pour nous assurer que nous sommes dans la plage normale, rester à l'intérieur de la maison ou au bureau entre midi et 15:00' chaque jour autant que possible, prendre des bains d'eau froide avant d'aller au lit la nuit sont des comportements à adopter».

Il explique que la chaleur a pour effet secondaire chez l'homme, la déshydratation qui peut conduire à l'inconscience ou à la mort. La chaleur peut également causer la varicelle, l'éruption cutanée et le stress psychologique.

Selon des experts, les fortes vagues de chaleur de ces jours sont provoquées par les émissions de gaz à effet de serre.

L'Agence nationale de météorologie et de télédétection par satellite a averti la population à se préparer à des journées et des nuits plus chaudes. Cette préparation exigera des stratégies d'adaptation intelligentes et la participation à des pratiques résilientes au changement climatique pour faire face aux dommages causés. Il a conseillé d'éviter les boissons alcoolisées et la caféine pendant cette période, de réduire la consommation d'aliments riches en protéines (les viandes rouges) au fur et à mesure que la chaleur augmente.

Snél et Régideso empêchent des travaux de voirie à Kinshasa



Les travaux de réhabilitation de la voirie à Kinshasa arrêtés. DR.

Les câbles électriques de la Snél, la Société nationale d'électricité et les tuyaux de la Régideso, la société de distribution d'eau ont ralenti l'exécution des travaux de réhabilitation de la voirie sur l'avenue Nguma dans la commune de Ngaliema, Ouest de Kinshasa, écrit un communiqué du gouverneur de Kinshasa, Gentiny Ngobila.

« L'exécution des travaux de réhabilitation de la voirie connaît un ralentissement suite aux câbles électriques de la Snél qu'il faut déplacer. Il y a également des tuyaux de la Régideso

so qui nécessitent un nouvel emplacement pour dégager de l'espace dans les chantiers routiers. La fibre optique fait également partie de ces obstacles à la base de ralentissement des travaux », écrit le communiqué.

Selon lui, il faudrait une intervention combinée des entreprises concernées pour débloquer la situation afin que les travaux se poursuivent normalement.

« Nous avons mené une démarche auprès de dirigeants des entreprises qui gèrent l'électricité, l'eau et la fibre optique pour voir dans quelle mesure on peut déplacer

leurs installations. Nous attendons leurs interventions qui pourraient déterminer l'issue des travaux en cours », a-t-il ajouté.

Plusieurs axes routiers de la ville de Kinshasa sont en pleins travaux de réhabilitation et modernisation. Pitre les avenues Nguma, on note Kasa-Vubu, Birmanie, Shaba, Ngiri-Ngiri, etc., outre la construction des grands collecteurs destinés au drainage des eaux de ruissellement, notamment au camp Lufungula, dans la commune de Lingwala et au quartier Ndanu, dans la municipalité de Limete.

Plus de 80 % d'entreprises créées au Congo déposent leur bilan un an plus tard

Elles seraient plus de 80 % d'entreprises créées dans le pays à disparaître un an après leur création, déclare à Kinshasa un chercheur congolais du Centre de Recherche pour la Promotion de l'Economie Coopérative, CERPEC, Albert Lutete. La raison ? Manque d'études de faisabilité et de business plan précis, poursuit le chercheur, Albert Lutete. Il souligne que la disponibilité de base des données, en lien avec la situation socio-économique locale, s'avère nécessaire à l'élaboration des business plan, conditionnant la réussite des projets d'entreprises. «Faute d'études de faisabilité et de business plan précis, plus de 80 % d'en-

treprises qui sont créées dans notre pays, disparaissent après leur création», a-t-il poursuivi.

AVÈNEMENT DES INNOVATIONS.

Puis : « Promouvoir l'esprit d'entreprise auprès des Congolais implique l'avènement des innovations scientifiques et techniques ». L'accroissement en nombre et en qualité des facultés polytechniques, et écoles professionnelles, la réforme du système éducatif d'enseignement, la sublimation de la recherche scientifique, ainsi que la relève de la moralité dans les universités et instituts supérieurs, avec le concours des professeurs congolais de la diaspora, ont été quelques-unes des solutions proposées par Albert Lutete, pour la réussite de la politique de la promotion de

l'entrepreneuriat au Congo. La formation des jeunes aux techniques modernes et aux métiers du futur, en phase avec la quatrième révolution industrielle, la transformation de l'institut national de préparation professionnelle, INPP, en réseau national des véritables écoles techniques, gratifiant le diplôme d'État A2 et l'extension de l'école nationale d'administration dans toutes les provinces, dans l'objectif de former des cadres d'un standard scientifique, technique et moral élevé, ont également été énumérés comme voies de sortie adéquates. «La contribution des organisations scientifiques, universitaire et centre de recherche, s'avère indispensable dans la promotion de l'entrepreneuriat », a-t-il recommandé.

avec AGENCES ■

À la RVA-SA, le PCA appelle le management à la responsabilité

Une réunion extraordinaire de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, RVA-SA, s'est tenue jeudi 14 mars 2024 à Kinshasa au siège de cette société de l'État sous la présidence du Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba. La situation générale de l'entreprise, le plan de décaissements prévisionnels de la semaine allant du 26 février au 1er mars 2024 étaient inscrits à l'ordre du jour tout comme de coutume et, d'entrée de jeu, la communication du Président du Conseil d'Administration. Dans sa communication, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba a appelé à la responsabilité le top management de la RVA-SA insistant sur le temps qui passe, sur des forces internes de statut quo - « les forces régnantes » -, sur « nos petites querelles » internes, sur « des fausses accusations », « des accusations de détournement clairement inventées », « sur des gamineries », etc., qui n'aident pas l'entreprise à avancer. Tout cela quand « l'entreprise de l'élite » qu'est la RVA-SA fait face à de nombreux défis existentiels. Ci-après.

Madame, Messieurs les Administrateurs de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, Monsieur le Directeur Général, Messieurs les Censeurs, Monsieur le Directeur Général Adjoint, Nous sommes à une étape interrogative de notre mandat. Les Institutions de la République se mettent en place ou leur mise en place s'accélère. Hormis notre Directeur Général et notre Directeur Général



Kinshasa, jeudi 14 mars 2024, réunion extraordinaire du Conseil d'Administration de la RVA-SA à son siège. DR.

Adjoint, cela va faire neuf mois que ce Conseil d'Administration est en place. Où en sommes-nous, neuf mois plus tard ? Toujours embourbés dans nos petites querelles, dans nos petites accusations, dans nos petites gamineries, toujours dans des blocages dans le travail - les fameuses forces régnantes du statut quo ! - oubliant que chacun autour de cette table a existé, qu'il existe, qu'il représente une légitimité. Neuf mois plus tard, que pouvons-nous dire ? Qu'avons-nous fait ? Quel bilan dresser quand chaque jour passé donne lieu à un bilan ? Hormis nos réunions - qui se répètent et se ressemblent -, hormis nos missions - qui se répètent et se ressemblent, nous n'avons pas décollé, fort malheureusement ! Je me demande si nous avons commencé à faire le taxi comme on dit des avions quand ils cherchent à partir. Pourquoi cette situation ? Des injures

publiques proférées sans fondement ; des accusations de détournement. Détournement de quoi ? Qui a détourné quoi pour se payer un véhicule et distribuer des véhicules au Conseil d'Administration ? Qui a payé au Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA un billet d'avion pour aller tenter d'arracher depuis l'étranger un rendez-vous avec l'IGF-CS et quand cette rencontre de haut niveau attendue de longue date pour régler des problèmes de fonctionnement à la RVA-SA a finalement lieu le 12 mars 2024 à Kinshasa, on apprend que le Président du Conseil d'Administration s'y serait rendu après une convocation, et qu'il y aurait été pour être entendu. Être entendu sur quoi donc ? Gamineries... La RVA-SA est une entreprise de l'élite ; la RVA-SA guide les avions en l'air et au sol ; elle aide les aéronefs à atterrir et à décoller ; entreprise

de sûreté, de sécurité, entreprise de réflexion. Qu'est-ce qui manque ? L'information - donner la nouvelle complète, dans la vérité, sur ce qui est entrepris, livrer le fait en temps réel ; la communication - rencontrer le Personnel, échanger, avancer. Certes, cette mission est dévolue à la Direction Générale, non au Conseil d'Administration même si le Conseil d'Administration, selon nos Statuts, art. 20, « se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent » ; et que ce Conseil d'Administration avait déjà rencontré des représentants du personnel et réglé des crises... Faut-il poursuivre systématiquement ces rencontres avec le Personnel au niveau du Conseil d'Administration ? Si oui, que resterait-il, en l'espèce, à la Direction Générale ? Le Conseil d'Administration de la RVA-SA a-t-il détourné un franc de la vente à Goma du camp Dumez ? Le Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA a-t-il détourné ce fonds Dumez ? Qu'on le dise ! Et que tout le monde le sache ! Avec toute la considération que j'ai pour notre Direction Générale, elle nous doit des explications ; en même temps, elle doit nous montrer des voies de sortie... Le temps est venu pour que le Conseil d'Administration se concentre sur la réalisation des objectifs de la Société, à savoir, la modernisation de nos infrastructures aéroportuaires tombées en désuétude, à commencer par la principale porte d'entrée et de sortie du pays, l'Aéroport International de N'Djili. La situation à laquelle fait face la Société peut se résumer comme suit :

forte dégradation des infrastructures de base (pistes, bâtiments, etc.) ; obsolescence et carence des équipements de communication d'aide à la navigation ; insuffisance de couverture anti-incendie ; informatisation embryonnaire des services administratifs, financiers et commerciaux ; mauvaises conditions de travail ; absence de protection des emprises aéroportuaires par des murs de sécurité ; absence d'exploitation des activités extra-aéronautiques sur les aéroports ; problème récurrent de trésorerie suite à l'inadéquation entre les ressources de l'entreprise et les charges exorbitantes. La liste est longue... Face à ces défis, cette réunion extraordinaire du Conseil d'Administration de ce jeudi 14 mars 2024 convoquée par ma lettre n°RVA/PCA/TKKM/449/2024 datée du 12 mars 2024 doit permettre une réflexion qui doit aboutir à des décisions avec l'engagement de toutes les structures, la Direction Générale, les Directions, les Commandants des Aéroports, les Chefs d'Aérodromes. Information ; cohésion ; voilà le chemin de l'avancement pour la RVA-SA, pour le pays - notre Congo -, pour nous-mêmes - je pense à notre image. Car chacun de nous a aussi de la famille ; chacun de nous a des enfants et il est inadmissible d'entendre autant d'injures publiques gratuites. Faut-il laisser ça sans justice, sans réparation ? Sur ce dossier du Camp Dumez, s'agissant de gestion de fonds publics, ma correspondance n°RVA/PCA/TKKM/426/2024 datée du 4 mars 2024, adressée au Directeur Général de la RVA-SA, a été aussi adressée en copie à toutes les autorités

du pays afin que les choses soient claires, tout comme à l'Inspecteur Général des Finances-Chef de Service. La réponse de ce dernier avec copie à toutes les autorités ne s'est pas faite attendre. Réponse courte, en deux phrases, lettre réf.0501/PR/IGF/IG-CS/JAK/SMI/2024 du 11 mars 2024, je cite : « Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA (...), je note qu'il s'agit notamment du projet de répartition des fonds générés par la vente du Camp Dumez à Goma qui est à la base d'une controverse dans le chef du Personnel de cette entreprise de l'État ». Ensuite, je cite : « Étant donné que ce dossier concerne des fonds publics, je vous informe que l'Inspection Générale des Finances demeure attentive à son évolution et ce, jusqu'à son aboutissement ». J'ai décidé de transmettre ce dossier et d'autres à l'IGF dont nul ne saurait mettre en doute la compétence et la pertinence. Hier, mercredi 13 mars 2024, nous avons pris part à une grande réunion autour de SEM le Ministre des Transports, Voies de Communication et Désenclavement sur un format jamais observé à ce jour depuis ce Conseil d'Administration. Qu'avons-nous entendu de nouveau que nous n'avons pas vu nous-mêmes, lors de nos tournées d'inspection de nos emprises aéroportuaires entreprises dès le lendemain de notre nomination, et que nous n'avons pas dénoncé nous-mêmes ? Tout ce qui a été dit, nous le savions ! Nous l'avons dit avec les mêmes mots. « L'aéroport International de N'Djili est abandonné ; il y a manque de moyens structurels et humains ; l'affaire de charriots, de climatisation, de

toiles d'araignée, de toilettes ; la clôture de l'aéroport ; etc. ; que, si dans deux ou trois ans, on nous promet un aéroport, que ne devons-nous pas faire aujourd'hui ; quand nous allons ailleurs, à Addis-Abeba, que ne voyons-nous pas ; il y a des choses qu'il nous faut faire aujourd'hui et maintenant », etc. Et cette phrase forte, interpellatrice sortie plusieurs fois de la bouche du Ministre des Transports, Voies de Communication et Désenclavement : « Soyons un État normal. Faisons montre de notre professionnalisme ; des capacités des nôtres... ». Quelle joie d'entendre cela hier et, en même temps, quelle honte pour nous ? Aurions-nous entendu cela comme de petits enfants si nous nous étions mis depuis au travail ? Il nous faut travailler - pas demain mais aujourd'hui et maintenant - à la modernisation de nos infrastructures. Les aéroports sont les miroirs de notre pays qui doivent impérativement être soignés. Il nous faut du courage et nous l'avons entendu de la bouche du Représentant de l'État Propriétaire. SEM le Ministre veut qu'un jour, le Conseil d'Administration adresse un courrier à SEM le Président de la République afin qu'il atterrisse par l'aéroport public et qu'il ne soit pas traumatisé par ce qu'il verrait ou trouverait sur son passage, ce qui pourtant arrive chaque jour aux passagers qui traversent nos emprises aéroportuaires. Voilà, chers Collègues, ma communication de ce jour. Vive notre pays, le Congo ; Vive notre Société, la RVA-SA ; Vive notre Conseil d'Administration de la RVA-SA. Je vous remercie pour votre aimable attention. Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba ■

Londres veut relancer ses liens avec Kinshasa

Après qu'il a signé à Kigali un nouveau traité pour renvoyer les migrants au Rwanda, pays voisin du Congo, texte que le Congo critique avec virulence assurant qu'il constitue un nouveau danger à ses frontières, Londres cherche-t-il à relancer ses liens avec Kinshasa ? Malgré les divers revers judiciaires et autres provenant des milieux de défense des droits de l'homme, le Royaume Uni est resté de marbre, déterminé à expédier les migrants - de toute origine - arrivés illégalement sur le territoire britannique. Le texte, hautement controversé, devrait encore être ratifié par les Parlements des deux pays.

Le 5 décembre 2023, le ministre de l'Intérieur britannique James Cleverly et le ministre rwandais des Affaires étrangères, Vincent Biruta ont signé à Kigali un nouveau texte sur le sujet trois semaines après le camouflet infligé au gouvernement de Rishi Sunak par la Cour suprême britannique. Mi-novembre 2023, les hauts magistrats britanniques avaient confirmé l'illégalité, en l'état, du projet du gouvernement. Ils avaient ainsi rejeté l'appel du gouvernement de Rishi Sunak et jugé que c'est à juste titre que la cour d'appel avait conclu que le Rwanda ne pouvait être considéré comme un pays tiers sûr. Cette décision, a insisté le président de la Cour suprême Robert Reed, se fonde sur des raisons légales et non politiques, mettait fin à la mesure phare des conservateurs pour lutter contre l'immigration illégale.

La nouvelle copie avait mission de corriger les failles décelées par la justice dans le précédent texte. Londres et Kigali veulent attaquer le mal à la racine. «Le traité que nous avons signé aujourd'hui s'appuie sur ce travail commun. Il reprend l'attitude professionnelle positive que vous et



Rishi Sunak, le Premier ministre britannique. DR.

vos gouvernements affichez et l'associez au travail que le Royaume-Uni accomplit pour s'assurer que nous brisons le modèle commercial de ces gangs diaboliques de passeurs», avait déclaré James Cleverly. Selon ce texte de 43 pages, les migrants expulsés au Rwanda ne seront pas renvoyés vers un pays où leur vie ou leur liberté seraient menacées. Pas surtout vers leur pays d'origine. «Le Rwanda et le Royaume-Uni sont conscients qu'il est absolument nécessaire de trouver des moyens novateurs pour remédier aux souffrances des migrants qui effectuent des voyages dangereux et désespérés, ainsi qu'à l'explo-

tation des passeurs criminels. Il est également nécessaire de s'attaquer aux causes sous-jacentes qui poussent les gens à quitter leur pays. En d'autres termes, les bateaux ne seront pas complètement stoppés si nous n'inversons pas le manque d'opportunités et l'insécurité dans les pays du monde entier», avait expliqué le ministre rwandais Biruta.

Sur le premier texte étudié en novembre 2023, la haute cour avait conclu que le Rwanda ne pouvait être considéré comme un pays tiers sûr. En 2023, 29.705 personnes étaient arrivées par la Manche à bord de petites embarcations.

RWANDA

«PAYS SÛR».

«J'en ai assez que notre politique avec le Rwanda soit bloquée», avait déclaré le Premier ministre Rishi Sunak dans une interview au Sun. En plus du traité, le gouvernement entendait introduire une «légalisation d'urgence» au Parlement pour désigner le Rwanda comme un pays sûr et ainsi «mettre fin à ce manège», avait précisé Rishi Sunak. Reste les défenseurs des droits de l'homme toujours

debout demandant au gouvernement britannique d'annuler son projet. Londres doit «ouvrir les yeux sur le passé du Rwanda en matière de violations des droits humains, notamment à l'encontre des réfugiés et des demandeurs d'asile (...) et abandonner une fois pour toutes ses projets d'expulsion des demandeurs d'asile vers le Rwanda», avait exhorté Yasmine Ahmed, directrice Royaume-Uni pour l'ONG Human Rights Watch. Un discours porté par Kinshasa.

Début mars 2023, dans une interview au Times de Londres, le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo avait critiqué ce texte dans des termes non équivoques expliquant que le Rwanda avait conclu ce texte avec le Royaume-Uni en échange du silence sur les exactions commises par le régime dictatorial, criminel et sanguinaire de Paul Kagame. «Comment un pays aux grandes valeurs comme le Royaume-Uni peut-il faire des compromis avec de tels partenaires?», s'était interrogé le président congolais alors quand l'alors ministre britannique

de l'Intérieur, Sue-ellen Cassiana Braverman, se rendait à Kigali pour finaliser cet accord. Suella Braverman décrivait le Rwanda comme «un modèle dans la région».

La Grande-Bretagne «ferme les yeux» sur les abus de Kagame, sur le bilan antidémocratique de celui-ci et sur les atrocités commises par son armée supplétive dans l'est du Congo, riche en minerais, avait estoché le président congolais. Puis : «Il semble que l'accord sur l'immigration ait pour de valeur plus le soutien à la paix et à la stabilité en RDC». Mi-mars, Kinshasa avait fait état de sa mauvaise humeur vis-à-vis de Londres. En visite à Kinshasa, du 18 au 21 mars, le Monsieur Afrique de Rishi Sunak, Andrew Mitchell n'avait pu être reçu par le Chef de l'État congolais. La rencontre du ministre britannique en charge du Développement et de l'Afrique avec le président congolais figurait à l'agenda communiqué par l'ambassade britannique à Kinshasa. Arrivé dans la Capitale dans la soirée du 18 mars pour une visite de trois jours,

Andrew Mitchell n'avait finalement été reçu que par le chef de la diplomatie congolaise, Christophe Lutundula Apala Pen'Apala. «La présidence congolaise a fait attendre Andrew Mitchell toute la journée du 20 mars, jusqu'à minuit. Il a donc quitté Kinshasa le 22 mars». Ceci explique cela ? Voilà que l'ambassade britannique à Kinshasa annonce un événement, «UK-Democratic Republic of The Congo Trade & Investment Mission». Prévu pour se tenir dans la capitale congolaise du 10 au 11 avril 2024, ce Business Forum qui va réunir des chefs d'entreprise et des investisseurs des deux pays, dont Peter Fowler de la firme Westminster, aura comme point d'orgue une rencontre avec le président congolais. Une rencontre avec le Premier ministre est aussi prévue. Les ministres dont des Finances, de l'Économie, de l'Industrie, des Hydrocarbures, de l'Agriculture sont annoncés. Londres veut clairement relancer ses liens avec le Congo quand les relations de Kinshasa avec l'Union Européenne marquent le pas après notamment

la signature le 21 février 2024 d'un accord sur la création de la chaîne de valeur pour les minerais stratégiques et critiques.

Lors du IIème Forum sur le Commerce et l'Investissement en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale, WCAF, tenu à Londres, les 17 et 18 octobre 2023, Rishi Sunak avait insisté sur les liens entre Londres et Kinshasa, disant sa volonté de créer un partenariat prospère et mutuellement bénéfique, mettant en avant l'importance des ressources naturelles essentielles du Congo, qui jouent un rôle clé dans la transition mondiale vers le «zéro émission», ainsi que dans le développement de l'économie verte. Il avait dit son souhait de renforcer les liens économiques avec Kinshasa pour la promotion de la croissance économique, la création d'emplois et la promotion du développement durable, soulignant son enthousiasme à l'idée de continuer à renforcer ces relations pour libérer le plein potentiel du Congo et travailler ensemble sur des intérêts communs.

ALUNGA MBUWA ■

Le renvoi de migrants au Rwanda contraire aux principes de l'État de droit

Le projet de loi britannique soumis au parlement visant à expulser des migrants vers le Rwanda porte atteinte aux protections fondamentales des droits de l'homme, a déclaré, mi-février 2024, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk. «Les effets combinés de ce projet de loi, qui tente de soustraire l'action du gouvernement à l'examen juridique habituel, vont directement à l'encontre des principes fondamentaux des droits de l'homme», a-t-il précisé.

Selon le Bureau des droits de l'homme des Nations Unies, les mesures législatives prises par le gouvernement britannique pour faciliter l'expulsion rapide des demandeurs d'asile vers le Rwanda - notamment en réduisant considérablement la capacité des tribunaux à contrôler les décisions d'expulsion - sont contraires aux principes fondamentaux de l'État de droit qui risquent de porter un coup sérieux aux droits de l'homme.

RWANDA

«PAYS SÛR».

De manière problématique, le projet de loi sur la sécurité du Rwanda (asile et immigration) restreint aussi

considérablement l'application de la loi sur les droits de l'homme, qui confère un effet juridique au Royaume-Uni aux normes énoncées dans la Convention Européenne des Droits de l'homme. Il rend discrétionnaire la mise en œuvre des ordonnances de protection provisoires de la Cour européenne des droits de l'homme, qui sont internationalement contraignantes pour le Royaume-Uni. «Il est profondément préoccupant d'exclure un groupe de personnes, ou des personnes dans une situation particulière, de l'égalité de protection de la loi. Cela va à l'encontre d'une justice équitable, disponible et

accessible à tous, sans discrimination», a poursuivi Volker Türk. Le projet de loi exige de tout «décideur», qu'il s'agisse d'un ministre, d'un agent de l'immigration, d'une cour ou d'un tribunal examinant des décisions en matière d'asile, qu'il considère le Rwanda comme un «pays sûr» en termes de protection des réfugiés et des demandeurs d'asile contre le refoulement, quelles que soient les preuves qui existent aujourd'hui ou qui pourraient exister à l'avenir. «Régler des questions de faits contestés - des questions qui ont d'énormes conséquences sur les droits de l'homme - est le rôle des tri-

bunaux, et les tribunaux britanniques ont prouvé qu'ils le faisaient de manière complète et exhaustive. C'est aux tribunaux de décider si les mesures prises par le gouvernement depuis l'arrêt de la Cour suprême sur les risques au Rwanda sont suffisantes», a regretté Volker Türk. Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés, a exprimé publiquement des préoccupations distinctes mais partagées par le Bureau des droits de l'homme des Nations Unies, selon lesquelles le système n'est pas compatible avec le droit international des réfugiés. Peu auparavant, la commission mixte

des droits humains du Parlement britannique avait publié un important rapport soulevant une série de graves préoccupations en matière de droits de l'homme et d'État de droit concernant l'ensemble de la législation proposée. «J'invite instamment le gouvernement britannique à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir le plein respect des obligations juridiques internationales du Royaume-Uni et pour préserver la fière histoire du pays en matière de contrôle judiciaire efficace et indépendant. Une telle position est aujourd'hui plus vitale que jamais», a conclu Volker Türk.

« Argent contre humains », le projet de loi rwando-britannique sur les migrants qualifié de « cruel et criminel »

L nouvelle version de la loi visant l'expulsion de migrants arrivés illégalement au Royaume-Uni, depuis la Manche, a franchi, mi-janvier 2024, un nouveau cap à la Chambre des Communes qui l'a adopté par 320 voix contre 276. Le Premier ministre britannique Rishi Sunak a donc pu faire adopter son projet de loi sur l'expulsion des migrants vers le Rwanda. La loi aura connu bien des rebondissements et de fortes divisions internes au sein des conservateurs avant d'être adoptée à la Chambre des communes. Annoncé en avril 2022, ce projet vise à décourager l'afflux de migrants qui traversent la Manche (30.000 l'an dernier après un record en 2022 à 45.000 traversées). Très contestée, cette loi ne serait pas compatible avec le droit international, selon le Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU. La loi doit encore être approuvée par les membres non élus de la Chambre des Lords, qui pourraient fort bien l'amender. Et s'il est adopté à temps avant les législatives qui auront lieu au plus tard le 28 janvier 2025 afin de renouveler pour cinq

ans les 650 membres de la Chambre des communes, le parti travailliste, donné vainqueur dans les sondages, a promis de l'abroger s'il arrive au pouvoir après quatorze ans dans l'opposition. Alors que le débat sur cette loi ne dégonfle pas, le 18 mars 2024, deux dirigeants de One Strong Voice, la première coalition britannique de défenseurs des réfugiés et des migrants, Sepideh Sahar et Angela McLeary ont publié sur le site Euronews, la chaîne de télévision européenne, une tribune ci-dessous. « Nous voulons que le gouvernement mette fin à ce cruel programme anti-réfugiés et reconstruise un système d'asile accueillant et compatissant ».

Nous savons ce que c'est que de devoir brutalement quitter son domicile contre son gré. De se rendre dans un nouveau pays et d'essayer de reconstruire sa vie. Et nous savons que le cruel accord « argent contre humains » (« cash for humans ») conclu par le gouvernement britannique avec le Rwanda,



Des militants de la campagne «Stand Up To Racism» (Résistez au racisme) qui combattent le projet de loi rwando-britannique tiennent des banderoles devant la Haute Cour à Londres, en décembre 2022. AP.

un arrangement politique visant à envoyer les demandeurs d'asile du Royaume-Uni au Rwanda pour que leurs demandes y soient examinées et approuvées) n'empêchera pas les gens d'entreprendre des voyages dangereux pour trouver la sécurité au Royaume-Uni.

« L'HORRIBLE RÉALITÉ DU PLAN GOUVERNEMENTAL ».

Nous faisons partie d'un groupe de personnes ayant vécu l'expérience du système d'immigration et d'asile britannique - certains d'entre nous sont des survivants de la torture, d'autres des réfugiés, et d'autres encore sont sur liste d'attente et tentent toujours de trouver la sécurité. Mais nous avions tous une vie, une famille, un rôle et du respect dans nos pays d'origine, et nous pouvons vous dire que les personnes qui cherchent la sécurité méritent d'être traitées avec dignité et respect.

L'horrible réalité du plan du gouvernement est que faire décoller des avions pour le Rwanda signifie envoyer des gens à des milliers de kilomètres - des gens qui ont fui les pires horreurs - dans un pays qui n'est pas sûr pour eux. Avant même que les avions ne décollent, cette politique inflige un profond préjudice psychologique à notre communauté - sachant qu'à tout moment, des personnes comme nous pourraient être

envoyées dans un pays reconnu pour ses graves violations des droits de l'homme.

Savez-vous ce que signifie se sentir en sécurité? Il y a une réelle différence entre échapper à la persécution et se sentir en sécurité. Se sentir en sécurité est une condition préalable pour être véritablement en sécurité, car cela vous permet de reconstruire votre vie, de tourner la page sur des expériences traumatisantes et de vous rétablir. Mais cette politique rend les choses beaucoup plus difficiles.

Et ce n'est pas seulement la peur d'être envoyé au Rwanda qui peut avoir un impact aussi dévastateur, mais l'attente incertaine qui l'accompagne. Les personnes qui ont reçu une « notification d'intention » de les renvoyer au Rwanda n'ont aucune idée de ce qui va leur arriver, ni du moment où cela va se produire. Cela crée un sentiment d'incertitude qui met en péril le bien-être des personnes et cause des dommages irréversibles. Nous savons combien il est difficile de vivre ainsi. Il est presque impossible de se rétablir ou de reconstruire sa vie. Nous avons suivi avec horreur la progression de l'accord du gouvernement britannique avec le Rwanda.

Cette politique punit des personnes qui n'ont eu d'autre choix que de risquer leur vie pour se mettre en sécurité au Royaume-Uni.

Au lieu d'envoyer des réfugiés en aller simple au Rwanda - ou dans tout autre pays soi-disant « sûr » - le Royaume-Uni devrait montrer la voie en matière de protection des réfugiés.

Comment pouvons-nous faire courir un risque grave à des personnes? Le Royaume-Uni a une longue histoire pour ce qui est d'accueillir les personnes dans le besoin. Mais cette législation tourne en dérision la convention de 1951 sur les réfugiés, créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Cette convention, que le Royaume-Uni a contribué à rédiger, a permis de sauver de nombreuses vies depuis lors.

En refusant de respecter les obligations internationales dont nous sommes signataires, nous affaiblissons des protections solides. Et nous amorçons une tendance dangereuse qui consiste à ne pas assumer la responsabilité des personnes qui ont désespérément besoin de notre protection et qui veulent simplement vivre en sécurité. Il est vraiment inquiétant de voir le Royaume-Uni et d'autres pays s'éloigner des politiques axées sur la protection au profit de la dissuasion et de l'externalisation.

Les membres de la Chambre des Lords ont continué à défendre les droits des réfugiés en votant des amendements essentiels à ce projet de loi, notamment en insistant sur le fait qu'il doit

être conforme au droit international et national en matière de droits de l'homme pour lequel le Royaume-Uni est internationalement reconnu. Pour ceux d'entre nous qui ont fui des pays dangereux, c'est cette tradition de protection des droits de l'homme qui nous a donné de l'espoir lorsque nous sommes arrivés ici.

Depuis le début, nous savons que la politique rwandaise mettrait en danger des personnes comme nous.

Il y a quelques mois à peine, la Cour suprême a conclu à l'unanimité que le Rwanda n'était pas un pays sûr en raison du risque que les réfugiés du Royaume-Uni qui y sont rélocalisés soient envoyés dans un autre pays où ils subiraient des persécutions ou des violations des droits de l'homme.

Depuis lors, le HCR a averti à plusieurs reprises que le Rwanda ne disposait pas des services ou de l'infrastructure nécessaires pour traiter correctement les demandes d'asile.

Même si le Premier ministre Rishi Sunak le souhaite, les récents rapports crédibles faisant état de tortures et de mauvais traitements au Rwanda et ce qu'ils nous apprennent sur le manque de respect par le Rwanda du droit international en matière de droits de l'homme, ne peuvent simplement pas être ignorés.

Le simple fait que des Rwandais obtiennent

le statut de réfugié confirme que le Rwanda n'est pas un pays sûr. Nous avons besoin d'un système accueillant et compatissant, pas d'un système immoral.

Il est immoral que des personnes qui cherchent simplement à se mettre à l'abri risquent de subir d'autres préjudices si elles sont envoyées au Rwanda. Les gens doivent comprendre que presque toutes les personnes qui arrivent sur nos côtes à la recherche d'un sanctuaire risquent d'y être envoyées.

Même les personnes les plus vulnérables sont considérées comme susceptibles d'être envoyées au Rwanda - les survivants de la torture, les victimes de la traite des êtres humains et de l'esclavage moderne, et les familles avec enfants.

Les personnes dont la demande de protection n'est pas acceptée au Rwanda ne seront toujours pas autorisées à retourner au Royaume-Uni.

Le Premier ministre est peut-être suffisamment sûr de lui pour parier sur le décollage d'un avion pour le Rwanda avant les prochaines élections, mais nous ne cesserons pas de nous battre contre ce projet de loi.

Des réfugiés comme nous ont été à l'avant-garde de campagnes exhortant les politiciens à changer de direction et à défendre des alternatives plus justes et plus compatissantes.

Nous demandons à tous les députés de tirer un trait sur cet accord inhumain et coûteux et de le laisser derrière eux.

Au lieu d'élaborer des politiques qui défient nos devoirs légaux et moraux, le gouvernement doit plutôt se concentrer sur le rétablissement de l'accès à la protection au Royaume-Uni et sur le renforcement du système mondial de protection des réfugiés, conformément au droit international. Aux côtés de personnes bienveillantes de tout le pays, nous voulons que le gouvernement mette fin à ce cruel programme anti-réfugiés et reconstruise un système d'asile accueillant et compatissant.

Nous devons garantir aux personnes fuyant des horreurs telles que la guerre, la torture et la persécution une audition équitable et le sanctuaire dont elles ont besoin pour guérir.

SEPIDEH SAHAR ■
et ANGELA MCLEARY ■

Une Nigériane témoigne sur sa vie devenue un enfer en Angleterre

Rose a déclaré à un média britannique que sa «vie était un enfer»

lorsqu'elle est arrivée en Grande-Bretagne. Assise dans le salon d'un refuge de l'Armée du Salut dans le Cambridgeshire, elle ressemble à une jeune femme ordinaire d'une vingtaine d'années. Ses vêtements et son sourire amical ne disent pas grand-chose des quatre années d'épreuve qui l'ont amenée du Nigeria à ce refuge.

Elle dit que ses rêves d'une nouvelle vie en Grande-Bretagne sont devenus un cauchemar de travail punitif, d'agressions physiques et de viols. Elle est nerveuse à l'idée de raconter son histoire, mais souhaite que les gens comprennent la réalité de l'esclavage moderne au Royaume-Uni - un crime caché à la vue de tous.

La dame - dont le nom a été modifié - a quitté le Nigeria pleine d'optimisme quant à tout ce que la Grande-Bretagne a à offrir. Premier de cinq enfants, son père était commerçant jusqu'à ce qu'il perde son magasin, ce qui signifiait que la famille ne pouvait pas lui permettre de poursuivre ses études.

Ainsi, lorsqu'un ami de l'église de la famille lui a parlé de l'opportunité de devenir nounou pour un riche couple britannique, qui parrainerait ses études, elle a sauté sur l'occasion. Elle s'est rendue au Royaume-Uni avec un visa touristique de six mois.



La femme venue du Nigeria dit que ses rêves d'une nouvelle vie en Grande-Bretagne sont devenus un cauchemar de travail punitif. DR.

Lorsqu'elle a rencontré le couple pour la première fois, elle dit qu'ils avaient l'air « gentils » et lui ont donné une chambre dans leur appartement à quatre lits, mais elle a vite découvert que le travail n'était pas celui annoncé.

Rose dit qu'elle a été emmenée dans un restaurant appartenant au couple, où elle cuisinait et faisait le ménage de 17:00 à 05:00. Elle travaillait six jours par semaine et, lors de son seul jour de congé, elle effectuait davantage de tâches ménagères.

«Je me sentais tellement épuisée... tellement vide. Ce n'était pas ce qu'ils m'avaient promis», dit-elle. La dame dit que ce travail éreintant s'est poursuivi pendant un an, sans salaire et sans aucun signe qu'elle commençait ses études.

«C'est à ce moment-là que je me suis rendue compte : «Oh, ces gens m'amènent ici pour travailler pour eux comme esclave».

À l'époque, elle ne pouvait pas appeler sa famille à cause de la vidéosurveillance

de la maison, ainsi appelée lorsqu'elle emmenait leur petite fille au parc. Même alors, elle ne voulait pas dire la vérité. «Quand j'appelle (ma mère) et qu'elle m'a demandé : «Comment vas-tu ?» - Je lui mentais. «Je vais bien, je vais bien; ils envisagent de m'envoyer à l'école». Elle dit que le couple lui criait dessus, la traitant de «stupide» et «inutile», ce qui lui faisait «très peur». À une occasion, elle dit que sa femme l'a giflée pour un acte de désobéissance.

«MA VIE ÉTAIT UN ENFER».

La pandémie de Covid-19 a aggravé la situation. Tous les autres membres du personnel ont quitté le restaurant, la laissant seule à cuisiner et à faire le ménage toute la nuit.

La femme est également retournée au Nigeria, ce qui signifie que Rose s'est occupée seule de sa fille. Décrivant sa routine, dans laquelle elle ne dormait que quelques heures par jour, Rose fond en larmes. Elle dit que cette situation l'a laissée piégée et exposée

à une nouvelle forme d'exploitation. «L'homme m'a maltraité de bien des manières. Sexuellement, émotionnellement et physiquement. Il m'a violée un nombre incalculable de fois parce que je ne pouvais parler à personne. Ma vie était un enfer ».

Au début, elle était très réticente car le couple lui faisait craindre les autorités. Il a fallu du temps pour s'en remettre. «Je n'avais plus cette confiance parce que je ne me voyais pas assez bien, je ne me voyais pas comme un être humain».

Ce n'est pas une surprise pour la dame que les personnes avec qui elle travaillait et les clients qu'elle servait n'avaient aucune idée de son épreuve. «Je vois des gens tous les jours, ils me voient rire et sourire. À l'intérieur, je pleure». L'histoire de Rose n'est que trop familière à l'Armée du Salut, l'association caritative qui détient le contrat gouvernemental pour soutenir les victimes de l'esclavage moderne depuis 2011.

Offrir aux personnes

économiquement défavorisées un emploi de rêve ou une opportunité de formation est une méthode couramment utilisée pour piéger les victimes, à qui on dit qu'elles ont une dette envers leurs ravisseurs et qu'elles doivent travailler pour la rembourser. La directrice territoriale de la lutte contre la traite, Kathy Betteridge, affirme qu'en dépit d'une prise de conscience accrue, il y en a encore trop qui passent entre les mailles du filet. «Pour chaque personne que nous avons sauvée, il y en aura sept autres encore en captivité», dit-elle.

L'organisme caritatif estime avoir aidé 22.000 survivants et ce nombre augmente d'année en année. L'année dernière, en Angleterre et au Pays de Galles, 3.533 personnes ont été secourues et soutenues, tandis que dans l'Est de l'Angleterre, l'association caritative a aidé 187 personnes, soit une augmentation de 64 personnes par rapport à l'année précédente.

«Un corps humain est une marchan-

dise très lucrative. Il peut être vendu et revendu. Quelqu'un entre et est ensuite déplacé à travers le pays au profit des criminels», explique Mme Betteridge. Le travail forcé est courant dans les secteurs de la construction, de l'agriculture, de l'hôtellerie, de la maison et du sexe, dit-elle, mais il existe une « inquiétude croissante » concernant le secteur des soins. «Les gens qui sont pris dans l'esclavage moderne ne sont pas enchaînés comme certains le pensent peut-être. Nous pourrions être assis à côté de quelqu'un... servi par quelqu'un qui est dans l'esclavage moderne».

Les signes à surveiller et à signaler incluent les personnes craintives ou renfermées, celles qui ont des marques sur le corps ou qui semblent être contrôlées par quelqu'un qui parle en leur nom. Sadia Wain, qui supervise les services d'hébergement et de soutien de l'association, affirme que lorsque les clients entrent pour la première fois dans une maison sécurisée,

«on peut lire la peur sur leurs visages», et ses équipes s'efforcent d'instaurer la confiance.

L'organisme caritatif soutient les victimes tout au long du processus de justice pénale et veille à ce qu'elles aient accès à des cours d'anglais et à une éducation.

«On leur a fait une promesse et lorsqu'ils sont venus ici avec cette promesse, cela s'est transformé en cauchemar, et nous transformons ce cauchemar en rêve. Nous leur rendons la vie», explique Mme Wain. L'Armée du Salut affirme que le couple qui aurait forcé Rose à travailler pour eux a été arrêté et interrogé par la police. Aucune accusation n'a été portée et les enquêtes se poursuivent. Rose a reçu une première décision du ministère de l'Intérieur affirmant qu'il existe des « motifs raisonnables » de dire qu'elle est victime de l'esclavage moderne, mais elle attend une décision sur les « motifs concluants », ce qui peut prendre plusieurs mois.

CHARLOTTE ROSE ■ & DOLLY CARTER ■

Un virus pire que le coronavirus est à venir

Si la crise du Covid-19 semble être derrière, il n'est pas impossible que d'autres virus émergent. Jean-François Delfraissy, ancien président du conseil scientifique, a été interrogé

sur le sujet. « Parce que notre monde a changé, on est maintenant dans cette vision de santé globale d'interactions entre les mondes animal, végétal et humain », a-t-il expliqué. Et les voyages y contribuent. Celui

qui est aujourd'hui en France président du Comité consultatif national d'éthique, CCNE, a pointé du doigt ce qu'on appelle des « ruptures de barrières d'espèces », qui se caractérisent par un passage de virus de

l'animal à l'homme. L'immunologiste estime qu'il y a deux leçons à tirer de la crise du Covid-19. La première est d'investir beaucoup dans la recherche fondamentale, c'est-à-dire étudier des sujets

jusqu'alors méconnus, « sans a priori ». Aussi, pour lui, il faut se préparer à une prochaine crise en « prévoyant le pire », notamment avec un virus qui attaquerait les enfants et pas seulement les personnes fragiles.

Il recommande d'imaginer des scénarios catastrophes « en se disant que ça n'arrivera pas, mais il faut anticiper ». « Est-ce que l'on pourrait connaître de nouveaux virus aussi puissants que le coronavirus ? »,

lui a demandé le journaliste Mohamed Bouhafs. « La réponse est oui », a-t-il répondu, estimant qu'il y aurait probablement une nouvelle crise à court ou moyen terme.

avec AGENCES ■

Un aliment aphrodisiaque

Nommés Aphrodite, du nom de la déesse grecque de l'amour et de la passion, des aliments dont beaucoup pensent qu'ils augmentent la libido, la puissance et le plaisir sexuel ! Les chocolats, les fraises, les huîtres ont-ils un effet aussi puissant ?

Historiquement, les aphrodisiaques ont même inclus des aliments très particuliers, comme la cantharide toxique ou mouche espagnole, la corne de rhinocéros broyée et des extraits de plantes rares. Au cours de ses recherches pour son livre *Intercourses* sur les aliments aphrodisiaques, Martha Hopkins, coauteure, a découvert que presque tous les aliments ont été considérés comme aphrodisiaques à un moment ou à un autre. Si, aujourd'hui, on a tendance à penser aux aphrodisiaques en termes de luxure, de romantisme et de libido, au XVII^e siècle, alors que tout était considéré comme aphrodisiaque, des pigeons aux racines comme le panais et les amandes, ils étaient associés à la reproduction et à la fertilité et étaient donnés aux couples comme substances médicinales, explique Jennifer Evans, la chercheuse sur l'alimentation et la fertilité, maître de conférences en Histoire à l'université du Hertfordshire en Angleterre. L'alimentation peut-elle réellement influencer le désir et les performances sexuelles ? Pourquoi cette idée est-elle si tenace ?

Les aphrodisiaques sont des substances - aliments ou médicaments - qui augmentent les niveaux de stimulation, le désir sexuel, le comportement et le plaisir après consommation. Tout au long de l'histoire, diverses cultures ont recherché des aliments susceptibles de séduire leurs amants ou d'améliorer leurs performances sexuelles. Nombre d'entre eux sont des mets rares ou de luxe. D'autres ressemblent étrangement à des organes sexuels ou à des odeurs qui éveillent les sens. Dans la Rome antique, par exemple, une herbe compacte appelée silphium était appréciée pour sa saveur odorante et son jus était utilisé comme aphrodisiaque - bien qu'il ait pu également être utilisé comme moyen de contrôle des naissances. Aujourd'hui, le chocolat, les figues et les huîtres font partie d'une longue liste d'aliments connus



En raison de sa forme, l'artichaut ferait rêver. DR.

pour leurs propriétés aphrodisiaques supposées. Mais il en existe d'autres qui sont bizarres et très chers, comme un mollusque de forme phallique connu sous le nom de palourde géante ou de panope.

AUCUNE PREUVE.

Pour ceux qui ont des problèmes de circulation sanguine, il est vrai que certains aliments peuvent aider de la même manière que le médicament Viagra - en relaxant les vaisseaux et en améliorant le flux sanguin vers les organes génitaux. L'acide aminé L-arginine, que l'on trouve dans des aliments tels que les citrouilles, les noix et le bœuf, est transformé en oxyde nitrique dans l'organisme, ce qui augmente le flux sanguin. Les aliments riches en acides gras oméga-3, comme le saumon et les avocats, ont le même effet. La quercétine est une autre substance utile. Présente dans les pommes, les baies, le raisin, le vin rouge, l'ail et le chocolat noir, elle possède des propriétés anti-inflammatoires qui peuvent améliorer la circulation sanguine. Toutefois, selon Lauri Wright, porte-parole de l'Académie américaine de nutrition et de diététique, seules les personnes dont la circulation sanguine est compromise constateront une amélioration de leur fonction sexuelle en consommant ces aliments. Une personne ayant une bonne circulation sanguine ne verra probablement aucun changement. Mais souvent lorsqu'on pense aux aphrodisiaques, on ne pense pas aux performances sexuelles. On pense au désir. Le chocolat est un aliment dont on pense depuis longtemps qu'il augmente le désir sexuel. Des études ont montré que le cacao peut augmenter le flux sanguin dans certaines parties du corps. Mais lorsque l'on a étudié sa relation directe avec le désir sexuel, aucune preuve n'est venue étayer son utilisation en

tant qu'aphrodisiaque. En fait, une étude d'observation réalisée en 2021 a conclu le contraire. Les chercheurs ont interrogé 700 personnes sur leur intérêt pour le sexe et leur consommation de chocolat. Ils ont constaté que les femmes qui mangeaient plus souvent du chocolat déclaraient également avoir moins d'intérêt pour le sexe. Les chercheurs ont étudié d'autres raisons possibles d'une baisse de la libido ou d'une forte consommation de chocolat, notamment la baisse de l'humeur, la tension artérielle et l'apport calorique. Les résultats indiquent que la consommation de chocolat peut servir de substitut au sexe. Il stimule la production des neurotransmetteurs sérotonine et dopamine, qui influencent également notre réaction sexuelle. En fait, aucune preuve n'a été trouvée pour démontrer qu'un aliment augmente l'excitation ou le désir. Mais il y a une exception : l'alcool. Plusieurs études ont montré que la consommation d'alcool est liée à une plus grande excitation, mais qu'elle peut également nuire aux performances sexuelles. Le vin rouge, en particulier, peut être indirectement lié à la fonction sexuelle en raison de ses bienfaits possibles pour la santé cardiaque, explique Michael Krychman, obstétricien, gynécologue et conseiller sexuel clinique au Southern California Center for Sexual Health and Survivorship Medicine. En 2022, une analyse de plus de 50 études de population a conclu que jusqu'à quatre portions de vin rouge par semaine étaient associées à un risque réduit de décès cardiovasculaire, par rapport à la bière et aux spiritueux. Toutefois, les chercheurs ont expliqué que de nombreux autres facteurs pouvaient expliquer cette relation. C'est pourquoi la relation entre le vin rouge et la santé cardiovasculaire reste peu concluante.

La réputation d'aphrodisiaque du vin peut également provenir du fait qu'il fait partie du régime méditerranéen, qui se compose principalement d'aliments d'origine végétale tels que les fruits, les légumes, les céréales complètes, les légumineuses et les fruits à coque, ainsi que le poisson et l'huile d'olive. Il est relativement pauvre en sucre, en fromage et en viande. Plus qu'un mode de vie, le régime méditerranéen pourrait avoir des vertus aphrodisiaques.

«La recherche a montré que le vin rouge affecte la fonction sexuelle, mais nous ne savons pas si c'est le régime alimentaire qui en est la cause ou si c'est une combinaison du régime alimentaire, du mode de vie et de la génétique», explique Krychman. «Ce que nous savons, c'est que pour les personnes qui font de l'exercice, ont une alimentation saine et moins de stress, tous ces éléments se conjuguent pour améliorer la vie sexuelle». Selon M. Wright, notre alimentation dans son ensemble peut agir comme un aphrodisiaque grâce à des bienfaits tels qu'une meilleure circulation sanguine, une augmentation des hormones ou une meilleure humeur. Une étude portant sur 600 femmes atteintes de diabète de type 2 a révélé que le régime méditerranéen était lié à des niveaux plus faibles de dysfonctionnement sexuel, tandis qu'une autre étude a conclu que le régime pouvait également être associé à une amélioration de la dysfonction érectile.

«La conclusion est qu'une alimentation saine comprenant des fruits de mer, des viandes maigres, des noix, des fruits, des légumes et des céréales complètes, c'est-à-dire essentiellement le régime méditerranéen, favorise la fonction nerveuse, la circulation sanguine et la production d'hormones», explique M. Wright. Ce n'est pas pour rien qu'il n'existe aucune preuve qu'un aliment spécifique soit aphrodisiaque : un aliment ayant un effet aussi puissant serait dangereux, selon Jessica Abbott, maître de conférences en écologie évolutive à l'université de Lund, en Suède. «La plupart des aliments que nous consommons n'ont pas d'effets secondaires, ce qui est rassurant», explique-t-elle. «Si c'était le cas, il serait dangereux de les consommer régulièrement. Toute herbe considérée comme aphrodisiaque est le type d'aliment que nous ne

consommons normalement pas beaucoup, comme les extraits de racines et les plantes qui contiennent des composés actifs utilisés pour se défendre contre les herbivores».

Alors pourquoi jure-t-on que certains aliments ont des vertus aphrodisiaques ? Peut-être tout simplement parce qu'on y croit, selon Krychman. «Il existe des preuves limitées des effets des huîtres sur le désir sexuel, mais une évaluation rigoureuse (pour prouver cette relation) fait défaut, en partie parce que l'effet placebo est si important».

Le fait que le désir sexuel soit si individuel et multiforme peut jouer en faveur des aphrodisiaques, selon Nan Wise, psychothérapeute et sexologue à l'université Rutgers aux États-Unis. «Le désir est physique, psychosocial et relationnel et implique de nombreuses variables», explique Wise. «Si vous croyez qu'un aliment augmente le désir, la psychologie de l'effet placebo affecte notre capacité à être excités ou non. Tout dépend du contexte», ajoute Evans, de l'université du Hertfordshire. «On ne pense pas au chocolat comme à un aphrodisiaque chaque fois qu'on en mange. Il faut le bon contexte».

Selon Jean-Christophe Billeter, professeur de comportement social et sexuel à l'université de Groningue aux Pays-Bas, nos expériences individuelles peuvent également déterminer quels aliments augmentent le désir sexuel chez chacun d'entre nous. «L'être humain est très influençable et le cerveau conserve de forts souvenirs de ses succès sexuels», explique le professeur. Selon la situation, si quelque chose s'est produit dans l'environnement où une personne a eu des rapports sexuels, cela déclenchera le désir d'avoir des rapports sexuels à l'avenir. Une autre explication possible de l'effet aphrodisiaque, liée à l'esprit, est notre humeur.

La recherche indique qu'une humeur positive est associée à une plus grande stimulation sexuelle et que les régimes riches en aliments d'origine végétale ont été associés à un risque plus faible d'anxiété et de dépression. Tout aliment peut avoir des qualités aphrodisiaques. À tout le moins, si une personne est affamée et qu'il n'y a pas de nourriture à proximité, il est logique que sa libido diminue. «D'un point de vue évolutif, les êtres humains ont le désir d'avoir des

relations sexuelles afin de se reproduire, et nous avons besoin d'un poids sain et d'un régime alimentaire qui fournit les bons nutriments pour cela», explique M. Billeter. Selon Evans, il est prouvé que la nourriture apparaissait régulièrement dans la pornographie du XVIII^e siècle pour la même raison : elle était là pour aider à nourrir le couple en vue de la prochaine partie de jambes en l'air. Lors de ses expériences avec des mouches à fruits, Billeter a découvert que les schémas d'accouplement changent de manière significative lorsque la nourriture n'est pas à proximité. Si les mouches se trouvent dans un environnement où il y a de la nourriture, elles s'accouplent avec le premier mâle qu'elles rencontrent jusqu'à sept fois par jour. En l'absence de nourriture, elles ne s'accouplent qu'une seule fois.

Il existe également des preuves dans la nature que nous mangeons certains aliments pour nous rendre plus attirants pour le sexe opposé. Prenons l'exemple de certains oiseaux dont les mâles sont plus colorés parce que les femelles les trouvent attirants. Ils obtiennent cette couleur en mangeant des aliments contenant des caroténoïdes. Cela s'applique également à l'homme. «Dans le passé, les femmes considérées comme plus attirantes avaient tendance à être plus grosses, car le fait d'être grosse, lorsqu'il n'y avait pas beaucoup de nourriture, pouvait indiquer que la femme serait un bon reproducteur», explique M. Billeter.

Il se peut également que la pratique consistant à donner de la nourriture à un partenaire sexuel ait un caractère aphrodisiaque, ce qui explique peut-être la véritable raison pour laquelle une boîte de chocolats ou un repas cuisiné à la maison peuvent susciter le désir. Un repas préparé à la maison, au bon moment, peut être aphrodisiaque. «Les araignées attrapent des mouches qu'elles présentent aux femelles pour l'accouplement, tandis qu'une espèce de grillon produit une structure gélatineuse pour inciter les femelles à s'accoupler», explique M. Abbott. L'idée que les aphrodisiaques sont bons pour notre vie sexuelle a persisté pendant si longtemps, l'homme est toujours attiré par des concepts qui promettent jeunesse, longévité, fertilité, affirme Evans. Il est probable qu'il continue à y croire pendant des siècles encore.

JESSICA BROWN ■

Le cancer du pénis frappe désormais plus dans le monde

Une verrue sur son pénis a poussé João (faux nom pour protéger son identité), 63 ans, à consulter un médecin pour la première fois en 2018. «J'ai commencé à aller dans des centres de santé pour savoir ce que c'était, mais tous les médecins me disaient que c'était dû à un excès de peau et me prescrivait des médicaments», raconte-t-il. Malgré la prise de médicaments, le retraité a remarqué que la verrue continuait à grandir. Il est retourné voir les spécialistes, qui lui ont prescrit d'autres médicaments et ont demandé de nouvelles biopsies, c'est-à-dire des prélèvements de tissus d'un organe pour analyse.

«C'était incroyable, les examens ne montraient rien de grave et les médecins me prescrivait toujours plus de médicaments. Rien ne marchait. Il n'a appris ce qu'il avait qu'en 2023, lorsqu'il a été soigné dans un hôpital public de São Paulo et envoyé à l'Institut du cancer de l'État de São Paulo (Icesp), où il a subi une nouvelle biopsie. Résultat : un cancer du pénis. «Ce fut une surprise très désagréable pour tout le monde à la maison, d'autant plus que j'ai dû être amputé d'une partie de mon pénis. Je me sens décuplé», raconte João. «C'est un type de cancer dont on ne peut pas parler aux gens parce qu'ils risquent de se moquer de nous».

Une enquête de la SBU, la Société brésilienne d'urologie, basée sur les statistiques du ministère de la Santé, montre que le nombre de cas de ce type a augmenté au Brésil. Entre 2013 et 2022, environ 19.900 hommes ont reçu un diagnostic de cancer du pénis, dont 5.600 ont dû être amputés de l'organe en raison de la gravité de la maladie.

En moyenne, un peu plus de dix amputations par semaine. Selon la SBU, presque tous les cas d'amputation du pénis enregistrés dans le pays sont dus à un cancer, les cas d'amputation dus à d'autres causes, comme des accidents, étant rares. Depuis 2008, le nombre d'amputations du pénis pour cause de cancer a augmenté au Brésil.

Il y en avait 411 cette année-là, et il y en avait 573 de janvier à novembre de l'année dernière, soit



Tumeur rare, les principaux facteurs de risque du cancer de verge? L'infection au HPV 16 & 18, le tabagisme, l'inflammation chronique, le phimosis. DR.

près de 40 % de plus. «Malheureusement, par honte ou par manque d'accès aux services de santé, il est très fréquent que les hommes recourent aux traitements recommandés par des connaissances ou à ces «onguents» du pharmacien», explique Diogo Abreu, médecin de la section d'urologie de l'Institut national d'urologie. «Cela retarde le diagnostic précoce et nuit aux résultats du traitement». Un diagnostic tardif augmente les risques de devoir amputer le pénis, car le passage du temps sans traitement adéquat augmente la gravité de la maladie. Cela augmente également les risques de décès dus à la maladie, qui sont en moyenne de 0,29 cas pour 100.000 habitants.

LE LAVER CHAQUE JOUR AVEC DU SAVON.

Le Brésil est le troisième pays au monde où le plus grand nombre d'hommes meurent du cancer du pénis. La dernière enquête mondiale de la SBU sur les décès dus à la maladie, réalisée en 2020, montre le Brésil (539 décès) derrière seulement l'Inde (4.760 décès) et la Chine (1.565 décès). «L'énorme déficit d'éducation de qualité au Brésil crée de grandes difficultés d'accès à l'information, y compris sur les habitudes d'hygiène fondamentales pour éviter la maladie», a déclaré Maurício Cordeiro, coordinateur du département d'uro-oncologie de la SBU. Interrogé sur l'incidence élevée du cancer du pénis par rapport à d'autres pays du monde, le ministère de la Santé déclare qu'il travaille à des cam-

pagnes de sensibilisation sur la maladie.

Selon le ministère, l'administration actuelle a repris les investissements dans les politiques de santé et les soins aux patients atteints de cancer à travers le plan d'expansion de la radiothérapie. «Dans la première étape, 92 solutions de radiothérapie ont été prévues - qui comprennent, en plus des travaux, des accélérateurs linéaires - avec un investissement de 575 millions de reais». «La deuxième étape, prévue dans le Nouveau PAC, le Programme d'Accélération de la Croissance, dispose d'un investissement total de 605 millions de BRL, dont 205 millions de BRL pour l'achèvement des travaux de la première phase et 400 millions de BRL pour la faisabilité de 40 nouvelles solutions de radiothérapie.

Le ministère souligne que le SUS, le Système de Santé Unifié offre un traitement complet et gratuit aux patients atteints de cancer.

Des experts soulignent que contrairement à d'autres types de cancer, le cancer du pénis est l'un des plus évitables. En effet, la maladie est directement liée à la pauvreté et au manque de bonnes conditions socio-économiques.

«Bien qu'il s'agisse d'une maladie rare dans les pays riches et développés, le cancer du pénis a une incidence élevée (de nouveaux cas) dans les pays pauvres», explique Abreu, d'Inca.

Au Brésil, des études montrent que les régions du Nord et du Nord-Est, où les taux de pauvreté sont les plus élevés, ont la plus forte incidence de la maladie, tandis que le Sud, plus riche, a des

taux presque similaires à ceux des pays développés, avec peu de cas.

«Malheureusement, le Brésil est encore un pays avec un énorme déficit en matière d'éducation de qualité, ce qui crée de grandes difficultés d'accès à l'information, y compris sur les habitudes d'hygiène», souligne Maurício Cordeiro, coordinateur du Département d'uro-oncologie de la SBU.

«Une bonne hygiène contribue à la prévention du cancer du pénis et au diagnostic précoce de la maladie, indispensable au traitement sans recourir à des procédures plus radicales, comme l'amputation», a-t-il ajouté.

Exemple, Marcus Vinicius Baptista Queiroz, professeur d'urologie à l'UFPA, l'Université Fédérale du Pará cite des recherches menées par quatre universités et centres de recherche au Brésil, publiées en 2018. L'étude désigne le Maranhão - l'État le plus pauvre du Brésil - comme l'endroit qui concentre la plus grande quantité proportionnelle de tumeurs du pénis au monde : environ 6,1 cas pour 100.000 habitants.

«C'est pourquoi, il est important que les hommes aient accès à des conseils et à la correction des facteurs pouvant conduire à la maladie, comme le phimosis non traité», explique-t-il. Le phimosis se caractérise par un excès de peau recouvrant le pénis, empêchant la tête, également appelée gland, d'être exposée.

Il s'agit d'une affection plus courante lorsque vous êtes encore bébé, mais elle peut également se développer à l'âge adulte, causée par une infection ou un trauma-

tisme de la région. En règle générale, les hommes atteints de phimosis ont plus de difficulté à nettoyer leur pénis à cause du prépuce - un excès de peau.

Cette difficulté à nettoyer le pénis, à mesure que l'organe devient plus humide et chaud, favorise l'émergence de champignons qui, à long terme, augmentent les risques de cancer du pénis.

Au Brésil, le cancer du pénis touche principalement les hommes de plus de 50 ans. «Toute plaie du pénis qui ne guérit pas doit être évaluée par un professionnel de santé et, de préférence, un urologue», recommande Diogo Abreu.

Parmi les signes avant-coureurs, le médecin inca cite : changements dans la couleur du pénis ; épaississement de la peau ; nodules ou ulcères qui ne guérissent pas ; plaies avec mauvaise odeur ou sécrétions.

Des experts soulignent que quelques gestes simples peuvent aider à prévenir la maladie. Laver le pénis quotidiennement, avec de l'eau et du savon, exposer complètement le gland, dans le cas des hommes non circoncis, et toujours après un contact sexuel, contribue à réduire les risques de contracter la maladie, explique Abreu.

«De plus, il est important d'arrêter de fumer et de toujours utiliser un préservatif lors de tout type de contact sexuel pour prévenir le VPH et autres infections sexuellement transmissibles», souligne le médecin.

Maurício Cordeiro, coordinateur du Département d'uro-oncologie de la SBU, souligne également l'importance de la vaccination contre le VPH (disponible au SUS pour la population âgée de 9 à 14 ans et immunodéprimée jusqu'à 45 ans) comme outil important pour prévenir la maladie.

«Actuellement, nous disposons de deux types de vaccins contre le VPH : le quadrivalent (HPV4), qui est mis à disposition par le SUS et qui couvre la plupart des types oncogènes, ceux qui prédisposent au cancer, et le neufvalent (HPV9), qui couvre davantage de sous-types désormais disponibles sur le réseau privé». «Les deux sont composés de particules virales préparées selon la technique de l'ADN recombinant, qui crée l'une des protéines qui composent la capsid du VPH. Ces particules sont capables d'induire la formation d'anticorps

neutralisants à des titres élevés, suffisants pour protéger ceux qui reçoivent le virus et le vaccin», explique Cordeiro. Une fois le cancer du pénis diagnostiqué, le traitement consiste à retirer la lésion ou à retirer complètement l'organe, ainsi qu'à retirer les ganglions lymphatiques du bassin, de l'aîne ou de l'intérieur de l'abdomen, selon le ministère de la Santé.

La radiothérapie et la chimiothérapie peuvent également être recommandées pour réduire la tumeur ou dans des cas non chirurgicaux.

Lorsqu'il est diagnostiqué à un stade précoce, le cancer du pénis a un taux de guérison élevé, a souligné le ministère.

«Dans les premiers stades, nous pouvons le traiter en enlevant uniquement la peau, en évitant d'enlever le pénis», explique Roni de Carvalho Fernandes, directeur de l'Escola Superior de Urologia.

Cependant, selon le ministère de la Santé, plus de la moitié des patients mettent jusqu'à un an après les premières blessures pour consulter un médecin, ce qui peut entraîner des complications de la maladie, lui permettant de se propager à d'autres parties du corps.

Le cancer du pénis représente 2 % de tous les types de cancer qui touchent les hommes. Combien de fois laver votre pénis par jour et quelle est la bonne méthode ?

Cela dépend un peu de l'endroit, s'il fait chaud ou froid, humide ou sec, de l'âge, du type d'activité physique, si c'est quelqu'un qui transpire beaucoup ou urine souvent, s'il a un prépuce ou non, s'il porte mal des vêtements aérés et même si vous avez déjà eu des infections locales dans le passé. Mais, en général, un lavage complet à l'eau et au savon doit être effectué au moins une fois par jour, en tirant la peau du prépuce vers l'arrière et en éliminant les résidus de smegma, qui est une sécrétion épaisse et blanchâtre produite par le pénis. L'eau ne doit pas être trop chaude et les substances abrasives et les savons contre les germes doivent être évités. Préférez toujours les neutres, comme la glycérine. En outre, les garçons doivent apprendre dès leur plus jeune âge à bien nettoyer pour l'intégrer dans leurs habitudes.

RONI CARVALHO ■

international

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUIE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

En 2024, les dix meilleures berlines

Rêver de conduire une voiture de luxe, une voiture haut de gamme ? C'est le rêve d'une vie : défier les lois de la gravité au volant d'un véhicule qui respire la nouveauté et inspire le respect. Une voiture de luxe ? C'est ce que l'on demanderait si un génie vous offrait trois vœux. Pour quelle voiture opter ? Ferrari, Lamborghini, Rolls-Royce ou Porsche... Cabriolet, SUV de luxe ou bien coupé, le secteur se renouvelle avec pléthore de modèles à un rythme plus soutenu qu'une Bugatti sur circuit. Ci-après les meilleures voitures de luxe en 2024. Un top 10 à consommer sans modération, pour l'amour des voitures d'exception.



Ci-haut, Rolls-Royce Phantom, le luxe automobile ultime. Ci-bas, Bentley Flying Spur, qui ne déroge pas à la règle. DR. par l'Audi e-tron GT.

1. BMW i7, LA VOITURE DE LUXE DE 2024.

Opter pour l'i7 tout électrique est vraiment fantastique. Dans l'habitacle, cette voiture est bardée de technologies et regorge d'espace. La qualité des finitions répond à cette voiture de luxe. La liste des options de l'i7 est logiquement fournie. Elle comprend un système audio Bowers & Wilkins et des sièges inclinables de style lounge. Mais le clou du spectacle à l'intérieur : l'écran 8K de 31 pouces qui se replie depuis le toit derrière les sièges avant.

2. AUDI e-TRON GT, MEILLEURE DE LUXE.

Elle avait impressionné lors de ses débuts en 2022. Elle offre toujours un intérieur magnifique, sportif et confortable ainsi qu'une accélération à vous scotcher à vos sièges. Seul bémol, la capacité limitée du coffre et des options moins généreuses que ses concurrentes. Le comportement routier de ce véhicule de très haut de gamme est exemplaire. Les amateurs de véhicules sportifs devraient être séduits

3. RANGE ROVER SPORT, MEILLEUR SUV DE LUXE.

Le Range Rover Standard a été un pionnier sur le marché des SUV de luxe mais le Range Rover Sport 2024 ajoute un élément clé qui se fait plutôt rare dans cette catégorie : le facteur plaisir. Malgré sa masse de 2,3 tonnes, il propose une conduite vraiment dynamique. Ses capacités en termes de performances et de maniabilité sont remarquables. La direction est précise, la suspension pneumatique maintient le poids de la voiture sous contrôle dans les virages. Il s'agit probablement du meilleur SUV de luxe de l'année !

4. BENTLEY FLYING SPUR, LUXE BRITANNIQUE.

Bentley est synonyme de luxe et de performance. La Flying Spur, «petite» limousine à 4 portes de la marque britannique, ne déroge pas à la règle. Cette voiture de luxe propose au choix un moteur V6 hybride rechargeable, un V8 de 4,0



litres ou un moteur W12 de 6,0 litres. Cette Flying Spur offre le niveau de finition le plus élevé dans l'automobile.

5. BMW M2, LE LUXE SORT DE SA BOÎTE.

La BMW M2 2024 promet des performances exceptionnelles grâce à de la puissance à revendre et une suspension réglée de façon agressive. Le caractère compact de l'habitacle et son prix élevé sont ses seuls bémols. Un retour aux sources, en quelque sorte, alors que les véhicules de luxe de BMW ne cessent de

gagner en taille. C'est tout le contraire pour cette M2, qui n'est pas faite pour les claustrophobes. La BMW M2 M2 offre des performances globales supérieures grâce à un nouveau V6 en ligne biturbo de 453 chevaux.

6. MERCEDES CLASSE S 2024, LA VALEUR SÛRE.

La Mercedes Classe S est de longue date une valeur sûre sur le segment des voitures de luxe. C'est le maître choix pour les automobilistes à la recherche d'une expérience de silence et de raffinement impérial à bord. Sur

la route on a l'impression d'avancer en lévitation, même sur les bitumes en mauvais état. Vous remarquerez à peine l'enclenchement du système start/stop.

7. PORSCHE PANAMERA, DERNIER LIFTING.

La Panamera actuelle existe depuis 2016, mais le dernier lifting en date lui a permis d'en sortir toute rafraîchie. Comme la Porsche 911, la Panamera sait progresser sans brûler les étapes. Évolution plutôt que révolution est le maître mot. À chaque mouture la voiture de luxe

s'améliore tout en douceur. Pour la Porsche Panamera 2024, par exemple, les lignes ont été adoucies sans se départir du style de la 911. Le comportement routier du véhicule de luxe a été amélioré.

8. MASERATI GRANTURISMO, À L'ITALIENNE.

La Maserati GranTurismo est la voiture de sport italienne par excellence, aussi agréable à l'œil qu'au volant. Certaines de ses rivales offrent plus de performance pour le même prix. Mais il est difficile d'égaliser le style de

cette voiture de luxe italienne. La Maserati GranTurismo 2024 est sans conteste l'une des voitures haut de gamme les plus enivrantes du marché, avec ses courbes classiques de voiture de sport italienne et la puissance et le raffinement exigé par le conducteur de 2024. C'est le modèle idéal lorsqu'on cherche une voiture de luxe qui doit faire de la route en ayant des capacités supérieures à la moyenne.

9. MERCEDES EQE, VOITURE DE LUXE ÉLECTRIQUE.

La Mercedes EQE est fort semblable à la splendide EQS, la version électrique de la Classe S. Ce modèle bénéficie de niveaux similaires de luxe et d'innovation que sa sœur, mais dans un véhicule de luxe plus compact, mais aussi plus abordable. Idéal pour bénéficier du confort royal de Mercedes. Sans surprise, ce véhicule de luxe électrique est bardé de technologies de confort et de sécurité.

10. ROLLS-ROYCE PHANTOM : LE LUXE AUTOMOBILE ULTIME.

Il ne fait aucun doute que la Phantom est une voiture incroyable. Après tout, s'il y a bien une marque qui est synonyme de voitures de luxe, c'est Rolls ! La Rolls-Royce Phantom est propulsée par un moteur essence V12 de 6,75 l. Il produit la bagatelle de 563 chevaux, pour un couple de 900 Nm. De quoi offrir une vitesse de pointe de 250 km/h. Le sprint 0 à 100 km/h est effectué en 5,3 secondes, malgré le poids du véhicule de luxe. Sur la route, la Phantom est divinement silencieusement et confortable, ce qui est tout sauf une surprise. Si vous avez le privilège de vous asseoir dans le siège du conducteur, vous profiterez de fonctionnalités qui feront que vous ne voudrez plus en sortir !

avec AGENCES ■



Quand trop d'amour peut devenir dangereux

Nous avons tous vu un film, lu un livre ou vécu un premier rendez-vous qui s'est rapidement transformé en une spirale vertigineuse d'amour passionné. Selon les psychologues, derrière ce conte de fées se cache une forme de manipulation émotionnelle connue sous le nom de «love bombing» (bombardement d'amour). Queen a dit un jour : «Trop d'amour te tuera». Mais qu'est-ce que le love bombing ? Il s'agit d'accorder de l'attention et de l'affection - généralement à un partenaire romantique, mais pas seulement - de manière écrasante et démesurée, et généralement à un stade précoce de la relation. Un tel comportement, apparemment romantique et bien intentionné, peut toutefois faire partie d'un cycle de violence psychologique. «Je venais de sortir d'une relation dans laquelle je ne recevais presque rien, et je me suis retrouvée dans une relation dans laquelle, juste après l'avoir rencontré, il m'invitait à tout, venait toujours me chercher avec un café ou un dessert ; nous parlions toute la journée ; il allait à la salle de sport avec moi, m'attendait pendant de nombreuses heures pour me ramener à la maison et m'emmenait rencontrer sa mère. J'ai commencé à me sentir très accablée», déclare Alejandra, une styliste colombienne. Des phrases comme «je ne peux pas m'empêcher de penser à toi», «je veux juste te rendre heureux» ou «je veux être avec toi tout le temps» sont agréables, mais peuvent parfois être des avertissements indiquant que certaines limites saines sont franchies. Bien entendu, la différence entre le love bombing et un béguin sain peut être floue. En fait, il est normal, au début d'une relation, de se sentir éperdument amoureux parce que les hormones et les neurotransmetteurs sont à leur apogée. Les experts s'accordent à dire qu'il n'y a rien de mal à se laisser aller à des démonstrations d'affection profondes et intenses. C'est lorsqu'elles deviennent problématiques que l'amour est exprimé d'une manière calculée pour accrocher l'autre personne et la faire agir d'une manière qu'elle ne ferait pas autrement.



Trop d'amour accordé à un/une partenaire peut faire partie d'un cycle de violence psychologique. DR.

C'est clair : notre cerveau est parfaitement entraîné à faire en sorte que les situations qui lui ont procuré un sentiment de plaisir, comme les cadeaux, les caresses et les mots gentils, se répètent.

LES DEUX MOMENTS. C'est ce qu'on appelle le système de récompense. C'est ce système qui nous permet, par exemple, de générer un attachement à nos parents (ou aux personnes qui s'occupent de nous) dans l'enfance, ce qui est essentiel pour notre développement personnel. Le love bombing exploite précisément cette fonction du cerveau. Dans un premier temps, la personne qui reçoit les gestes d'amour exorbitants apprend à attendre ces comportements (récompenses) de la part de son partenaire et à réagir positivement lorsqu'elle les reçoit. Et elle crée dans sa tête une image de son partenaire comme l'amant parfait. La styliste colombienne raconte qu'elle s'est rapidement impliquée émotionnellement avec son nouveau partenaire. «Il m'a vraiment accrochée. Il m'a même proposé d'aller étudier ensemble en Angleterre. Tout cela

moins de deux mois après le début de notre relation». Mais dans un second temps, le poseur de bombe retire à sa partenaire ce qu'il lui donnait. Par exemple, il peut commencer à la traiter avec dédain ou mépris. En conséquence, il/elle peut être prêt(e) à dépasser ses propres limites, afin d'obtenir à nouveau cette récompense. C'est à ce moment-là que se produisent les abus. Une personne soumise au love bombing, par exemple, peut accepter d'annuler des projets avec des amis ou des membres de sa famille dans l'espoir de se sentir à nouveau spéciale et aimée par son partenaire. Ou, dans un scénario plus sombre, elle peut accepter une certaine pratique sexuelle dans le seul but de retrouver ce moment idyllique de sa relation. En fin de compte, comment pourrait-elle s'en passer après tout ce que son partenaire lui a généreusement donné ? «Il a commencé à se comporter bizarrement ; il n'était plus aussi présent et j'ai commencé à me sentir très instable, anxieuse et confuse. J'ai commencé à penser que c'était moi qui étais intense. Nous

parlions tout le temps et, soudain, il a disparu pendant tout un week-end. Lorsque nous nous sommes revus, il a changé de comportement et s'est plaint de ne pas prendre de pilules contraceptives. Cela m'a fait beaucoup de mal parce que j'étais très amoureuse de l'idée que je me faisais de lui», raconte Alejandra. Au fil du temps, la relation devient un cycle : lorsque l'agresseur sent qu'il perd le pouvoir sur sa partenaire, il reprend ses démonstrations d'amour démesurées pour le récupérer, et ainsi de suite.

LA PSYCHOLOGIE. Comme presque tous les méchants, le poseur de bombe d'amour n'est pas simplement un monstre machiavélique, mais il a ses propres problèmes. Au contraire, la plupart du temps, le love bombing est une stratégie utilisée inconsciemment et une réponse logique à des traits narcissiques et à une faible estime de soi. C'est la conclusion d'une étude menée par Claire Strutzenberg, professeur à l'université de Pennsylvanie. Elle explique qu'en exprimant cet amour débordant, les poseurs

de bombes espèrent en réalité «l'affirmation qu'ils sont aimés, beaux et désirés» en retour. Comme dans l'histoire de Narcisse, ils font l'éloge de leur partenaire dans l'espoir que, comme Echo dans le mythe grec, il leur rendra la pareille. D'autre part, les personnes qui ont eu peu de relations saines dans leur vie sont plus susceptibles d'être victimes de love bombing, explique Charlie Huntington, psychologue relationnel à l'université de Denver. L'illusion d'être intensément aimé peut les amener à ressentir un lien particulièrement puissant, et donc, à être vulnérables à la manipulation. Mais comment savoir si cela vous arrive ? Il n'existe pas d'indicateurs objectifs permettant de savoir si vous êtes victime de love bombing. Le même acte peut être inoffensif (et même sain) dans une relation et problématique ou nuisible dans une autre. En fin de compte, tout dépend de l'authenticité et de la sincérité de l'acte et du but recherché, ce qui peut être impossible à déceler dans les actions de l'autre. Cependant, si vous vous

sentez dépassé par l'affection et l'attention que vous recevez de votre partenaire et que vous avez l'impression que tout cela est trop intense pour être authentique, voici sept signes qui montrent que vous êtes bombardé :

■ Selon Huntington, «le signe le plus évident de bombardement amoureux est que le comportement est disproportionné par rapport à la connexion entre les personnes». Les «je t'aime» de la première semaine ou les allusions hâtives à l'engagement, alors que la confiance mutuelle n'est pas encore au rendez-vous, peuvent être des signaux d'alarme.

■ Une personne qui vous dit qu'elle veut passer tout son temps avec vous peut sembler romantique, mais cela peut être la première étape pour vous isoler de vos amis et de votre famille. L'isolement est une stratégie très efficace qui permet aux agresseurs d'exercer un pouvoir et un contrôle sur vous.

■ La flatterie est accablante. Quelqu'un qui vous dit que vous êtes la plus belle chose qu'il ait jamais connue ou que vous êtes tout ce dont il a toujours rêvé n'est peut-être pas aussi romantique qu'il y paraît. Soyez à l'affût des compliments exagérés qui vous pèsent et qui ne semblent pas avoir été faits pour vous.

■ Recevoir trop de cadeaux peut être un moyen de vous rendre accro, surtout s'ils vous donnent l'impression que vous devez les rembourser d'une manière ou d'une autre.

■ Les bombardiers ont besoin de communiquer de manière excessive, par exemple en parlant toute la journée avec leur partenaire lors de chats et d'appels. Il n'est pas rare qu'ils exigent que vous fassiez de même, en disant qu'ils «s'intéressent à vous».

■ La jalousie et la méfiance à l'égard de votre fidélité peuvent également être des moyens utilisés par les bombardiers d'amour pour montrer leur «amour intense» et vous faire culpabiliser.

■ Si, d'un jour à l'autre, votre partenaire cesse d'être l'homme ou la femme le plus aimant du monde et commence à vous traiter de manière sèche ou indifférente, il ou elle est probablement en train de vous manipuler.

S. VA. MALDONADO ■

Il fait trembler

Ils avaient détruit l'URSS, morcelant l'Union Soviétique; l'Union Soviétique est de retour avec le Russe Poutine.

Le 26 décembre 1991 lorsque le Soviet suprême de l'Union soviétique et le Soviet des républiques du Soviet suprême de l'Union soviétique, par la déclaration n°142-N créent la Communauté des États indépendants, CÉI, et reconnaissent officiellement les indépendances, proclamées les mois précédents, des républiques de l'Union des républiques socialistes soviétiques, URSS, reconnaissant ainsi formellement la disparition de l'Union soviétique en tant qu'État et sujet de droit international.

La veille, le 25 décembre, le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, huitième et dernier dirigeant de l'URSS, avait démissionné, déclarant son poste supprimé et transférant ses pouvoirs, y compris le contrôle des codes de lancement de missiles nucléaires, au président de la fédération de Russie, Boris Eltsine. Ce soir-là, à 19 h 32', le drapeau soviétique est abaissé pour la dernière fois du Kremlin et est, le lendemain à l'aube, remplacé par le drapeau russe. Auparavant, d'août à décembre, les quinze républiques soviétiques, Russie comprise, ont dénoncé le traité de création de l'URSS et, comme la Constitution soviétique l'autorisait, quitté l'Union. La semaine précédant la dissolution officielle, onze républiques signent les accords d'Alma-Ata établissant officiellement la Communauté des États indépendants et déclarant que l'URSS a cessé d'exister. Les révolutions de 1989 et la dissolution de l'URSS marquent le début des conflits post-soviétiques et, pour deux décennies, une interruption de la guerre froide dont l'effet est un désarmement provisoire, une extension des systèmes pluralistes au détriment des gouvernances autoritaires, et l'arrêt de plusieurs guerres civiles dans diverses régions du monde où, auparavant,



Le président russe Vladimir Poutine ne nourrit qu'un rêve. DR.

s'affrontaient les influences occidentale et soviétique. Dans plusieurs des anciennes républiques soviétiques, telles la Biélorussie, l'Ukraine, la Moldavie, l'Arménie et les cinq d'Asie centrale, la nomenklatura se maintient initialement au pouvoir, gardant des liens étroits et privilégiés avec la fédération de Russie et formant des organisations multilatérales telles que la Communauté économique eurasiatique, l'union de la Russie et de la Biélorussie, l'union douanière de l'Union eurasiatique et l'Union économique eurasiatique afin de renforcer la coopération économique et en matière de sécurité sous l'égide de Moscou. En revanche, les pays baltes rejoignent l'OTAN et l'Union Européenne.

LE RETOUR DE L'HORLOGE EST SONNÉ.

Le retour de l'horloge est Jamais, clairement, une lignée de Tsars n'avait accepté cette mort subite infligée par l'Occident pour affaiblir et dominer sinon faire disparaître la culture russe. Pour Vladimir Poutine, les États-Unis et leurs alliés veulent réduire le rôle international de Moscou en vue d'orienter, à leur profit, les affaires d'un monde considéré comme unipolaire, dominé par les valeurs universelles occidentales, l'économie de marché, la démocratie des « Lumières » et se rapportant, à tort, à « une fin de l'histoire »,

rôle international dominant. En interne, il s'agit aussi de promouvoir une nouvelle « verticale du pouvoir » visant à restaurer la crédibilité de l'État et à sécuriser l'intégrité du territoire national. Inquiète par l'encerclement progressif de son territoire, la Russie est redevenue une puissance d'intervention dans les théâtres d'opération qui la concernent directement ou indirectement. Cependant, la situation économique nationale, fragilisée par les sanctions internationales, rend difficiles les efforts financiers de défense. Dans ce cadre, la politique d'armement national se propose de moderniser les armes conventionnelles, d'engager des efforts technologiques significatifs, mais surtout de privilégier la puissance et la flexibilité de l'armement nucléaire. Les dépenses militaires sont conçues à la fois comme l'affirmation physique d'un « hard power » et l'expression d'un « soft power » fort. Cependant, Moscou est aujourd'hui convaincu que le cadre militaire n'est plus suffisant pour agir dans une société globalisée. Notamment, la sécurité des États ne peut être assurée sans des outils efficaces pour engager ou se protéger contre les cyberattaques. Vladimir Poutine ne cesse de vanter ses armes. Les armes nucléaires sont « plus modernes chez nous » qu'aux États-Unis, a assuré le dirigeant russe mercredi 13 mars 2024 à la télévision, excluant la nécessité d'« utiliser des moyens de destruction massive ». « Des triades (moyens de lancer des armes atomiques), seuls les Américains et nous en avons vraiment. Et là, nous sommes beaucoup plus avancés. Toute la composante nucléaire est plus moderne chez nous », a-t-il affirmé. Mais compte-t-il utiliser cette arme nucléaire, pour en parler ainsi ? La Russie est « prête » à un conflit nucléaire mais « pourquoi devrions-nous utiliser des moyens de destruction massive ? Il n'y a jamais eu une telle nécessité », a-t-il encore déclaré alors que dans le passé, il avait menacé de les utiliser. Il a expliqué que la

doctrine militaire russe prévoit l'usage de l'arme ultime si l'existence de la Russie est menacée ou en cas « d'atteinte à notre souveraineté et à notre indépendance ». Vladimir Poutine a aussi réagi pour la première fois aux propos du président français Emmanuel Macron, qui n'exclut par l'envoi de troupes occidentales en Ukraine. « S'il s'agit de contingents militaires officiels de pays étrangers, je suis certain que cela ne changera pas la situation sur le champ de bataille. C'est le plus important, tout comme l'envoi d'armes ne change rien », a-t-il répondu.

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger propriété de FINANCE PRESS GROUP en abrégé FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
Radio Télé Action
Masimanimba
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeurs associés
Yves Soda.
Christophe Dandy Lukeba.

RÉDACTION
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse belges. Accords spéciaux.
Belgique. Trends. Tendances.
Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2024 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.

